

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MERCREDI 9 NOVEMBRE 1977 - N° 553

Commission paritaire N° 56 942 - Tél : 636.73.76.

1,70 F

COMMERCE : OPÉRATION RIDEAUX BAISSÉS

La Confédération générale de l'alimentation qui regroupe entre 400 000 et 600 000 commerçants appelle ses adhérents à baisser leur rideau mercredi après-midi pour protester contre les dernières mesures Barre de limitation des marges. En outre les boulangers refusent de vendre sept produits taxés dont les croissants et les pains au chocolat, les bouchers ne proposent plus de veau, les restaurants ne présentent plus de vins d'appellation contrôlée de moins de trois ans. La grève de mercredi sera suivie principalement par ces catégories de commerçants, elle ne sera pas générale. Le CID UNATI, entre autre refuse de s'y associer.

En prenant ces mesures de taxation, Barre a tenté de rejeter la responsabilité de la hausse des prix sur les petits commerçants, et de masquer la responsabilité du gouvernement, qui tout en instaurant une austérité sans pareille depuis la guerre, s'est avéré incapable de modérer l'inflation.

Alors qu'aucune mesure n'est prise contre les industriels agro-alimentaires et les grossistes les petits commerçants sont transformés en bouc-émissaire.

Chirac a immédiatement tenté d'utiliser à son profit le mécontentement de ces couches en critiquant les mesures de taxation et en proclamant qu'il s'opposerait à l'implantation de grandes surfaces à Paris. N'étant plus au gouvernement où il avait comme Premier Ministre pris des mesures semblables à l'encontre des détaillants en fruits et légumes, il a les mains libres pour essayer d'embrigader au RPR les petits commerçants.

(Lire page 12)

PARAS FRANCAIS HORS DE MAURITANIE!

Les premières unités de parachutistes français sont arrivés en fin de semaine dernière à Zouerate, en Mauritanie. Elles viennent renforcer le dispositif militaire déjà mis en place par les 700 Marocains et les 250 Mauritaniens encadrés de douze coopérants militaires français portant l'uniforme mauritanien, pour assurer la protection de la ville, de la mine, des intérêts d'Usinor et des Banques françaises.

Les deux défaites successives subies par les troupes mauritaniennes à proximité du chemin de fer, en territoire sahraoui

entre Zouerate et Nouadibhou soulignent déjà le caractère illusoire de cette «protection»: Zouerate n'est rien sans le chemin de fer, que les troupes mauritaniennes n'ont pu protéger jusqu'à présent. Ne faudra-t-il pas prévoir des forces françaises pour garantir la circulation du train puis des renforts pour les troupes déjà sur place qui seront la cible des attaques sahraouies? Cette logique de l'agression est l'engrenage dans lequel Giscard met la main avec le renforcement de son corps expéditionnaire en Afrique!

Déjà elle s'est mar-

quée par l'apparition d'avions de reconnaissance français dans le ciel du Sahara, dont la mission évidente est de fournir aux troupes marocaines des renseignements sur les positions et les mouvements du Polisario. L'intervention française sur le terrain vise à décharger les troupes marocaines de l'un des fronts qu'elles sont de moins en moins capables de tenir pour qu'elles puissent se concentrer à l'intérieur même du pays où elles ont subi des reculs notables.

C'est une agression caractérisée, contre le peuple mauritanien c'est une agression caractérisée contre l'Afrique. La vieille puissance coloniale veut défendre à tout pris les restes de son empire menacé.

Contre cette agression la riposte doit s'organiser. La lutte des peuples du Maghreb contre le colonialisme, espagnol pour les sahraouis, français pour les autres a contribué à la destruction du système colonial sur lequel notre bourgeoisie avait bâti sa puissance. La lutte des peuples du Maghreb pour leur indépendance contre l'impérialisme contribue aujourd'hui à saper cette puissance à approfondir la crise dans laquelle est plongé la bourgeoisie française.

(Lire page 12)

Parade agressive à Moscou

BREJNEV DEPLOIE SES NOUVEAUX CHARS

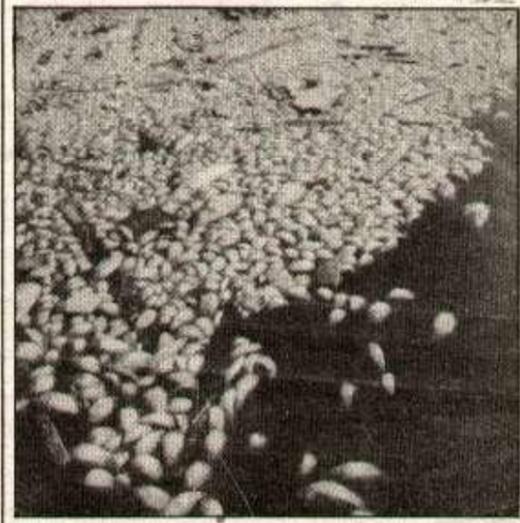
A Moscou, Brejnev a présenté le T 72, le nouveau char soviétique déjà symbole de sa politique: politique d'agression contre les peuples comme lorsqu'il a déversé ses hordes blindées sur la Tchécoslovaquie, politique de chantage, de menaces, de course aux armements en rivalité avec l'autre superpuissance notamment en Europe. Dans cette confrontation les blindés russes massés en Europe en vue d'une agression jouent le premier rôle. Le T 72 est le symbole que cette politique agressive sera poursuivie.



(Lire page 9) T 72 : le nouveau symbole de la politique de Brejnev

La justice blanchit PUK le pollueur

En juillet 1976, l'usine PUK de Pierre-Benite (Lyon) déversait dans le Rhône 20 tonnes d'acroléine, un poison extrêmement violent, mortel à la dose de 4 grammes. On devait retirer 360 tonnes de poissons crevés du fleuve. Déjà en septembre 1972, quinze tonnes de poissons avaient crevé pour cause de pollution aux abords de l'usine. Le directeur de l'époque avait purement et simplement été relaxé. Cette fois les faits étaient plus graves, plusieurs associations écologistes et de consommateurs s'étaient constituées partie civile. Le tribunal a rejeté cette constitution de partie civile. Il a condamné le directeur de l'usine de Pierre-Benite à un mois de prison avec sursis. En plus PUK devra verser 2 000 francs à l'union des consommateurs du Rhône et une amende de 7 000 francs pour pollution de rivière et contravention à un arrêté préfectoral. A ce tarif PUK pourra continuer de polluer sans problèmes pour ses finances.



Ilotage : 10 cars de flics pour 3 mobylettes

Lundi soir à Vitry, des flics contrôlaient des jeunes en mobylette. Ils ont voulu en emmener quelques uns au commissariat pour une vérification d'identité. D'autres jeunes, une trentaine environ sont venus prêter main forte à leurs camarades et chasser les flics. Dix cars de police sont arrivés en renfort pour dégager les flics assaillis. Onze jeunes ont été interpellés, mardi matin trois d'entre eux étaient encore détenus.

Le PCF et le pouvoir d'État

Marchais a démenti avec véhémence que le PCF n'ait jamais parlé répartition ministérielle avec le PS. En fait, depuis plusieurs mois, la direction du PCF s'enquète des places qui lui seraient éventuellement concédées, et manœuvre pour accéder à de grands ministères qu'elle a même pris le soin de décrire.

(Lire page 7)

Reprise à Dubigeon

Mardi matin, le travail reprenait à Dubigeon, après deux mois de grève. Lundi, les syndiqués CGT votaient la reprise, à une faible majorité. La direction de la CFDT, quant à elle, y appelait depuis plusieurs jours. Ses directions syndicales se sont appuyées sur «la démobilisation et l'isolement» dans lesquels se débattait la lutte. Mais tant à la CGT qu'à la CFDT, rien n'a été fait pour une prise en charge de la lutte par les ouvriers des chantiers, ni pour une extension du conflit à la métallurgie et à la navale, sur Nantes, et plus largement. Ce qui a conduit à cet échec, c'est bien l'absence des perspectives claires, d'un combat d'ensemble dont elles ne voulaient pas.

(Lire page 3)

A propos du livre de la «Commission nationale santé» du PCF

COMMENT LE PCF VEUT «PRENDRE SOIN DE LA SANTÉ»

(aux Editions Sociales)

Par Paul GAUVIN

● A l'opposé d'autres ouvrages du PCF sur le même sujet, qui s'adressent aux techniciens ou aux administrateurs de la santé, celui-ci veut s'adresser aux masses populaires. Cela se ressent dans le style, plus abordable, dans la couverture attrayante, utilisant le style naïf des dessins d'enfants qu'affectionne le PCF depuis son 22^e Congrès. Mais la différence n'est pas seulement dans la forme, elle est aussi dans le contenu.

Autant dans des ouvrages révisionnistes abordant des aspects particuliers de la politique de santé, les préoccupations des masses n'apparaissent que comme un prétexte à justifier les réformes de structure préconisées par le PCF, autant dans cet ouvrage de la «Commission Nationale Santé» du PCF, la santé des masses occupe la place de choix. Et les propositions concrètes se font très vagues, au profit d'affirmations volontaristes : «Nous luttons... nous combattons... nous voulons...»

Confrontons donc ces déclarations d'intention avec la ligne du PCF et sa pratique d'hier et d'aujourd'hui.

Le PCF montre l'inégalité sociale devant la maladie et la mort par des chiffres éloquentes : «Pour ce qui est de la mortalité infantile, elle est de 11,6 % pour les professions libérales et les cadres, de 25 % pour les manœuvres, de 19,8 % pour les salariés agricoles, et de 19 % pour les O.S.... A 35 ans, l'espérance de vie d'un manœuvre est de 33,5 ans (34,9 pour les salariés agricoles et les O.S.). Elle est de 40,8 pour les instituteurs, 40,3 pour les professions libérales et les cadres supérieurs.»

Cette inégalité, les travailleurs en sont conscients. C'est une des raisons pour lesquelles le PCF ne parvient pas à leur faire croire que les uns et les autres ont le même intérêt de classe.

Les révisionnistes s'émeuvent des multiples maladies professionnelles qui frappent les travailleurs : «A la silicose des mineurs s'ajoutent les cancers du foie des travailleurs de la chimie, l'asbestose des travailleurs de l'amiante, l'usure de la vue des ouvriers de l'électronique, la surdité des travailleurs de la métallurgie ou du livre, l'usure des employés des chèques postaux, le vieillissement précoce des travailleurs les plus exploités...»

Voudraient-ils faire oublier que dans les entreprises ils sont toujours les premiers à proposer contre les luttes ouvrières, de monnayer avec le patron la santé des travailleurs contre des primes de risque ou d'insalubrité ? Que la recrudescence de la silicose dans les mines date de la «bataille du charbon» qu'ils ont engagée, «quand ils étaient ministres» après la

rendement sera maintenu dans les «activités non dangereuses». Ils proposent, il est vrai, de l'aménager : «Chaque jour, les travailleurs au rendement, à la chaîne, doivent bénéficier d'une demi-heure de repos prise sur le temps de travail et payée comme telle». Cet «aménagement» existe déjà dans de nombreuses usines. Mais cette demi-heure est souvent utilisée par les ouvriers pour rattraper le temps perdu dans la production, afin de ne pas voir sauter leur prime de rendement ! Et de toute façon, elle est bien insuffisante pour effacer la fatigue nerveuse et physique du «travail aux pièces».

Vont-ils réduire l'intensité du travail ? Ils ne s'y engagent jamais. «Chaque salarié doit être consulté avant toute modification de l'organisation et de la charge de travail». C'est clair : le «salarié» est «consulté». Quant à l'avis des organisations syndicales, du Comité d'Entreprise, du CHS, celui-là, il doit être «pris en compte». De toute manière, c'est le conseil d'administration qui décide.

Dans leur projet, tout le monde ou presque peut intervenir sur les conditions de travail ; tout le monde, sauf l'ouvrier concerné : «Les membres du CHS doivent pouvoir faire interrompre immédiatement le travail en cas de danger pour la santé des salariés». «Tout personnel d'encadrement doit avoir le droit de refuser l'exécution de travaux dangereux pour les salariés». On sait comme ils en ont l'habitude ! «Les inspecteurs du travail doivent pouvoir décider l'arrêt de la machine...»

Mais franchement, où irait-on si les ouvriers eux-mêmes «pouvaient décider...» ?

VERS UN CONTRÔLE «A LA SOURCE» DE L'ABSENTEÏSME ?

La révolte des travailleurs contre des organismes comme «Sécurex» est telle que le PCF ne peut pas faire moins que de promettre : «Il faut interdire tout contrôle d'un arrêt de travail par un médecin mandaté par l'employeur». Mais, ne raisonneraient-ils pas différemment dans les entreprises nationalisées, quand l'employeur sera l'État lui-même ? On sait ce qui se passe actuellement dans les mines ou à la



Un bureau de la Sécurité Sociale : pour le PCF l'essentiel est le contrôle politique et économique du secteur de santé capitaliste.

SNCF : le médecin qui prescrit ou refuse l'arrêt de travail est lui-même «mandaté par l'employeur». Les révisionnistes semblent vouloir généraliser ce système : «Il faut favoriser la création de centres de soins dans les grandes entreprises et développer l'activité de ceux qui existent déjà».

«UN INVESTISSEMENT RENTABLE»

Car la préoccupation essentielle du PCF en la matière rejoint celle du patronat «éclairé» : l'absentéisme, c'est mauvais pour le rendement, et les maladies, ça coûte cher. «Les luttes des travailleurs (pour la santé)... rejoignent les luttes contre le gâchis des outils et des produits du travail». Et de condamner péle-mêle «le gâchis humain, économique et scientifique occasionné par la tutelle d'argent». Dans l'assimilation des ouvriers à des machines, on a rarement été plus loin !

On comprend alors que «la santé des hommes, des femmes et des enfants ne devrait pas être considérée comme une contrainte, une charge financière, mais au contraire comme un investissement éminemment rentable et productif pour la société».

Et il s'agit de sommes importantes : «Les seuls

accidents du travail coûtent, outre une somme incalculable de souffrances humaines, 13 milliards de francs à la Sécurité sociale, et 27 milliards à l'économie nationale chaque année».

METTRE LA MAIN SUR LA SANTÉ

Les révisionnistes ne se contentent pas de vouloir nationaliser l'exploitation : ils veulent contrôler au maximum les différentes structures du système de santé.

Et leurs principaux outils pour cela seraient la Sécurité sociale et les «collectivités locales».

Ils proposent de «démocratiser» la Sécurité sociale par l'abrogation des ordonnances de 1967 : mais les travailleurs, avant 1967, ont pu se rendre compte que la «gestion ouvrière» ne leur donnait aucun pouvoir. Par contre, elle permettrait ainsi aux responsables révisionnistes des syndicats de gérer, sans tutelle étatique, un budget important. Pour augmenter ce budget, ils revendiquent l'augmentation du financement patronal, quelques dizaines de pages après avoir proclamé : «Les cotisations dites patronales sont une part du salaire versée directement par l'employeur à la Sécurité sociale».

Par des conventions passées avec le corps médical, avec les hôpitaux et cliniques privées, avec les entreprises pharmaceutiques organisées dans un «office national de la pharmacie», la Sécurité sociale constituerait donc un levier important entre les mains des révisionnistes.

Le pouvoir du PCF serait maximum dans les municipalités qu'il détient : en effet, les «élus locaux» auraient un poids prépondérant dans les conseils d'administration des hôpitaux publics ; et ces hôpitaux publics auraient un rôle dirigeant dans l'organisation du système sanitaire local, en relation avec les cliniques privées. D'autre part, le PCF a l'intention de multiplier les centres de santé municipaux, employant des médecins salariés et soumis à leur contrôle, utilisant à son profit, de façon manipulatrice, la juste aspiration de nombreux médecins progressistes à «un autre rapport à la population».

«La santé a besoin de la démocratie. La santé a besoin d'une vie plus humaine, et plus libre».

Non, la santé n'a besoin ni du Programme commun ni du capitalisme d'État. La Santé a besoin du socialisme.

Paul GAUVIN

Dubigeon - Nantes : reprise mardi

LES RAISONS D'UN ÉCHEC

● Lundi matin, les syndiqués CGT de Dubigeon se prononçaient, à une faible majorité, pour la reprise du travail mardi. La direction CGT expliquait cette décision par « l'abandon de ses partenaires », selon les termes de M. Prempart, secrétaire de l'Union Départementale CGT. La CFDT avait reculé d'un jour son appel à la reprise initialement lancé pour

Après le vote et l'annonce de la reprise qui doit se faire après un meeting-défilé dans l'usine, l'amertume est grande. De nombreux travailleurs de Dubigeon avaient les larmes aux yeux. Dans les usines où sont employées des femmes des Dubigeon, c'est aussi la déception. « On s'est privé, on a lutté pendant deux mois, pour reprendre sans rien ! Maintenant le patron va annoncer des licenciements, et on ne pourra rien faire... ». Quand la CGT, après la réunion de lundi matin, appelait à se rendre en délégation au Conseil Général à la préfecture, où se discutaient les problèmes de la Navale, ce n'est qu'un petit nombre d'ouvriers qui répondirent, sans enthousiasme.

Reprise votée donc à une faible minorité. Mais il est certain que parmi ceux qui s'y opposaient, c'était une question de principe, de position de classe : eux non plus ne voyaient pas, dans la situation telle qu'elle avait été progressivement créée, comment déboucher sur un rapport de force qui permette de gagner.

Dans ces conditions, le rappel par les directions syndicales de la « démobilité », de « l'isolement », poussait à la reprise. Mais comment en est-on arrivé là ?

Peut-on rester mobilisés pendant plus de deux mois sans Assemblée générale régulière, sans commissions pour discuter de la manière de mener la lutte ? La seule perspective proposée étant la tenue d'un meeting tous les matins, et la participation à des commissions techniques (économat, sport...). Comment s'étonner qu'il y

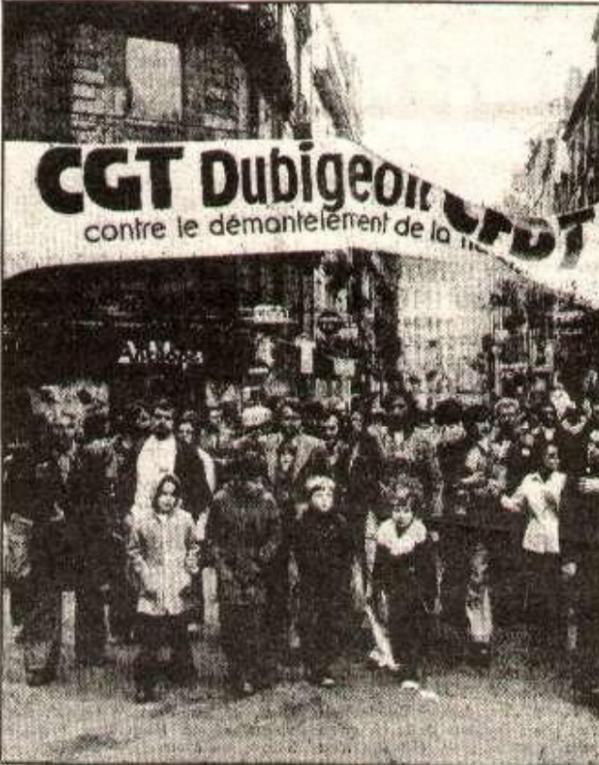
ait eu de moins en moins de monde à ces meetings du matin, où il n'y avait qu'une prise de parole intersyndicale ?

On dit que les travailleurs de Dubigeon sont isolés. Mais il n'y a eu qu'un seul tract distribué depuis le début de l'action à Nantes. Un seul tract, pendant 60 jours de grève ! La lutte a fini par passer inaperçue dans la ville. Dans les entreprises, sauf celles qui sont proches, on manquait d'informations. Même là où la combativité est habituellement forte, aucune sollicitation n'a été faite. De plus, l'élargissement du conflit à la métallurgie nantaise et à l'ensemble de la Navale française n'a pas été véritablement envisagé. Les collectes ont commencé très tard. Dans ces conditions, le vote proposé par la CFDT mercredi était faussé dès le départ.

Comment oser faire voter les travailleurs après 2 mois de grève alors que la majorité d'entre eux a été peu consultée avant, et surtout que le problème de l'élargissement du conflit n'a pas été posé. A partir de quoi la direction CFDT se permet-elle de dire que la combativité dans la métallurgie et la navale de Nantes était faible, alors qu'aucune plate-forme revendicative commune n'a été mise en place dans la métallurgie. Proposer une demi-journée ou une journée de grève en soutien à Dubigeon est bien moins mobilisateur que de se battre ensemble sur des revendications communes. En fait, rien n'a été fait pour construire ce rapport de force.

Avant le vote, la CGT mettait en avant une collecte organisée nationale-

lundi matin. Aujourd'hui, elle demande que « le débat soit porté au niveau national, il faut obtenir une réunion tripartite entre les dirigeants des Chantiers Navals, les syndicats et les ministères concernés, obtenir des mesures de soutien réel à la construction... » Mais sur la base de quel rapport de force ?



Meeting le matin, et quelques manifestations : les seules propositions faites aux travailleurs de Dubigeon pendant deux mois de lutte.

ment, qui devrait rapporter 100 millions anciens, pour prolonger la lutte. Mais cette collecte, certes nécessaire, ne pouvait suffire : ce qui manquait, c'est des perspectives claires. La direction CGT, si dure en paroles sur la fin du conflit, n'a pourtant pas toujours été à la pointe du combat. Au début de la lutte, elle a refusé des actions ponctuelles de popularisation proposées par la CFDT. Le 20 octobre, elle n'a pas jugé utile de lancer la grève dans les chantiers de la Seyne et de la Ciotat, où elle est pourtant majoritaire à 90 %. Sa position finale consiste plutôt à profiter du coup de poignard dans le dos porté à la lutte par

la direction CFDT, pour la couler, plutôt que de prendre véritablement en mains les tâches de la lutte. Se montrer plus dure, sans pour autant élargir la lutte, voilà la tactique qu'elle a suivie.

Cette défaite des travailleurs de Dubigeon est d'autant plus lourde de conséquences que la semaine dernière, la CEE décidait de liquider un ouvrier sur deux dans la Navale Européenne. Après cet échec, les patrons espèrent avoir les mains libres pour faire passer leurs plans de restructuration. C'est cette crainte qu'exprimaient lundi les ouvriers de Dubigeon.

Correspondant Nantes

Reprise du travail chez Renault

Les travailleurs manutentionnaires du département 38 de Renault Billancourt, suite à un vote organisé par la direction de la CGT ont voté la reprise du travail après 40 jours de grève. Rappelons qu'ils s'opposaient au démantèlement de leur atelier (coupure en deux dans l'immédiat). Sur ce point aucune assurance n'a été donnée. Reste les revendications salariales : la direction se refuse à donner une prime exceptionnelle de 140 F en novembre et n'accorde que 85 % de celle demandée pour décembre. Les jours de grève seront payés à 27,51 %. Elle a tout le même abandonné son projet de faire faire aux travailleurs une production supplémentaire de 4 % dans les 4 mois à venir. Reste que sur l'essentiel, l'objectif de la grève n'est pas rempli.

En reprenant, les travailleurs de 38 ne font que tirer les conclusions d'un état de fait : celui de leur isolement que jamais la direction du syndicat CGT n'a travaillé à briser, alors qu'au départ, il était possible de coordonner les différentes luttes d'ateliers qui se menaient (une dizaine il y a quelques semaines) ! Cette reprise ne va toutefois pas sans susciter de nombreux remous à tel point qu'hier soir vers 11 heures, la direction de Renault faisait passer un communiqué sur France Inter appelant à reprendre le travail !

A Montefibre (St Nabord)

A Montefibre on sait que le dernier plan proposé par la Montefibre consistait à reprendre quelques 700 travailleurs de Montefibre, 20 heures par semaine et à en licencier 283 autres. Si ce plan est l'aboutissement de reculs successifs (au départ la Montedison entendait purement et simplement fermer l'usine de St Nabord, proposant par la suite l'embauche de 200 travailleurs), il n'en reste pas moins que l'on est encore loin du compte ! C'est dans cette situation, et après que les grévistes aient reçu chacun une lettre de la direction les invitant à « reprendre le travail », que les organisations syndicales ont proposé que soit effectué un vote sur la suite à donner au mouvement. Une majorité s'est dessinée pour la reprise, faute en définitive de perspectives face à l'intransigeance affirmée de la direction depuis quelques semaines. La colère était grande chez les 283 travailleurs laissés à la rue, qui sont venus avec leur femme à l'usine, mais aussi chez une partie de ceux qui « reprennent le travail »... 20 heures par semaine. Certains membres des directions syndicales parlent de continuer la lutte à l'intérieur de l'entreprise, mais comment ? Avec quel moyen de pressions ?

Dubigeon, Montefibre, Renault : trois luttes longues qui aboutissent à des échecs

Les radios périphériques s'en doutent à cœur joie tentant d'accréditer l'idée que toute lutte est vouée à l'échec « Une grève c'est un drame » allait même jusqu'à déclarer un journaliste d'Europe 1, à Dubigeon ajoutant que les travailleurs finalement était « soulagés » que cela soit fini !

Europe 1 toujours, sur les trois reprises, commentait : « Tout cela prouve que les syndicats n'arrivent pas à enclencher des luttes, des mouvements sérieux à cause du climat général », ajoutant « la grève s'arrête faute de combattants » chez Renault.

Ce qu'il faut en fait souligner c'est que les directions syndicales et particulièrement les hommes du PCF à la tête de la CGT, portent la responsabilité essentielle de ces échecs : refus d'étendre la grève de Dubigeon à la métallurgie nantaise alors que ce combat commun était possible et nécessaire (salaires, licenciements) ; refus du PCF de l'étendre à la navale toute entière alors que les patrons des chantiers navals sont en train de mettre sur pied un vaste plan de restructuration qui n'a d'égal que celui de la sidérurgie (chantiers de la Ciotat, de la Seyne) ; isolement complet de la grève des manutentionnaires de Renault, appel ininterrompu à négocier alors qu'aucun rapport de force n'était construit. Tout cela afin de ne pas compromettre les échéances électorales de mars. Les travailleurs ne manqueront pas d'en tirer un certain nombre de leçons dans les jours et les mois à venir.

En bref... En bref... E

● Les postiers du service de distribution des Postes de Levallois (Région parisienne) sont en grève depuis le 3 novembre, à l'appel de l'ensemble de leurs organisations syndicales. Ils entendent de la sorte protester et faire revenir la direction du centre sur sa décision de supprimer la nouvelle organisation des services, qui aboutit à ce que onze tournées soient supprimées. Ils exigent en outre la réduction de leur horaire de travail hebdomadaire et l'augmentation des effectifs du centre.

● Les travailleurs des chantiers de construction routière ont fait grève 24 heures, dans la journée de lundi à l'appel des fédérations CGT et CFDT de ce secteur. Ils exigent une augmentation de salaires, l'amélioration des conditions de travail, la garantie de l'emploi et le respect des droits syndicaux.

● Les établissements TMC de Cholet dans le Maine-et-Loire qui emploient environ 160 travailleurs ont annoncé le licenciement de 18 d'entre eux. Ils ont décidé en outre de fermer une de ces deux usines de la région à moyen terme.

Caen : chauffeurs en grève

Quatrième semaine de grève aux « Courriers Normands » de Caen. Rappelons que les conducteurs réclament une augmentation moyenne de leur salaire de 500 francs, une prime de vacances ainsi que la semaine de 40 heures. Un médiateur, à la demande des syndicats, pourrait être nommé prochainement.

Parisien libéré : les poursuites continuent !

Même si les tribunaux prononcent en général la relaxe pour les travailleurs du Parisien libéré qu'ils jugent, les procès continuent. Chaque semaine, à Nanterre, à Paris ou ailleurs, ils sont convoqués à 3 ou plus, accusés de vols de journaux. Vendredi et samedi, la 16^e chambre correctionnelle jugeait encore une dizaine d'ouvriers du PL. D'autres jugements doivent encore avoir lieu le 14 et après. A chaque fois, plusieurs « anciens » des rodéos sont là pour les soutenir. L'accord de cet été avec la direction du PL prévoyait en principe pourtant l'arrêt des poursuites. En réalité, les poursuites continuent, par petits paquets les plus dispersés possibles, afin que les réactions ne soient pas trop vives, et que les procès passent inaperçus.

LUTTES OUVRIERES

Nouvelles
de St BrieucPour la semaine
de cinq jours

A la C.A.T. (Compagnie armoricaine de transport) qui assure les transports urbains à Saint-Brieuc et de nombreuses lignes de cars dans le département, les 120 chauffeurs effectuent depuis le 26 septembre un débrayage d'une heure chaque jour. Ils exigent la satisfaction des revendications suivantes : l'augmentation substantielle de leur salaire (la direction propose 6 % d'augmentation alors que la hausse des prix est bien supérieure), la modification de l'amplitude de travail (les sociétés de transport public peuvent en effet contraindre un chauffeur à se tenir à la disposition de l'employeur 15 heures par jour !), la semaine de cinq jours...

A partir de vendredi, les autres travailleurs de la société entreront dans la lutte ; il s'agit des travailleurs des ateliers et des conducteurs des «Messageries».

Débrayages chez Nicol

Aux Etablissements Nicol (Travaux publics et transports), une partie des 31 ouvriers a débrayé à deux reprises ces derniers temps, pour le 13^e mois, l'augmentation des salaires, la prime d'éloignement, le paiement des heures supplémentaires. Dernièrement, le patron pour toute réponse, a lock-outé les travailleurs.

Contre le blocage
des salaires

Aux Forges et Laminoirs de Bretagne, la direction a pris des décisions qui s'attaquent aux salaires : suppression du 13^e mois et blocage des salaires pendant six mois. Elle prétexte des difficultés sur le marché de l'acier. Or, les augmentations de salaire depuis le début de l'année, ont été de 5,5 %, très en dessous de la hausse des prix officielle !

La CGT a demandé d'avoir tous les éléments d'information sur la marche de l'entreprise et vient d'impulser un premier débrayage.

Des paysans contre la loi
anti-casseurs

Il y a deux ans, 150 agriculteurs mobilisés notamment par Paysans-Travailleurs, avaient arraché les sapins d'une plantation nouvelle, pour protester contre l'accaparement spéculatif des terres agricoles et engager une lutte directe contre ces pratiques qui se développent dans la région. A la suite de cette action, sept paysans étaient poursuivis au titre de la loi «anti-casseurs» ainsi qu'un reporter.

Cette affaire vient d'être jugée à Guingamp : les paysans ont été reconnus coupables, mais dispensés de toute peine. Le journaliste a été relaxé. C'est donc une première victoire pour les inculpés, pour les paysans qui ont participé à cette action et pour les 300 manifestants venus les soutenir. Les accusés, par l'intermédiaire de leur avocat, avaient aussi fait le procès de la loi anti-casseurs «dont on nous avait assuré que jamais elle ne serait retenue contre les responsables syndicaux», ce qui était bien le cas ici. Cette fois, la justice bourgeoise a dû effectuer un premier recul, malgré les peines sévères demandées par le procureur contre Y. Ollivier, responsable de Paysans-Travailleurs.

Vosges : encore
des suppressions
d'emplois

Après l'annonce par Boussac de 800 licenciements dans ses usines des Vosges (Vincey, Nomexy, Igney, Taon, Golbey), c'est au tour de la direction de l'usine BTT, dépendant du groupe Gillet, d'annoncer 400 suppressions d'emplois. L'entreprise Mussy (usine à déroulage du bois, montée il y a quelques années) ferme aussi ses portes, laissant 300 travailleurs sur le pavé.

Vosges : dans la vallée du Rabodeau

«NON A LA VALLEE MORTE !

NOUS
VOULONS
VIVRE ET
TRAVAILLER
AU PAYS»

• Depuis quelques temps, la vallée du Rabodeau fait parler d'elle. En effet, après plusieurs luttes éparpillées, les travailleurs ont décidé d'unir leurs efforts pour lutter contre le patronat qui démantèle les usines de la vallée et contre le plan Barre qui voudrait la transformer en une «zone verte» de tourisme.

Voyons d'abord la situation économique. Depuis plusieurs générations, les travailleurs de la vallée «appartiennent» essentiellement à l'empire Boussac. En effet, Boussac possède tout : les terrains, la rivière du Rabodeau, les cités-dortoirs qu'il a fait construire, les villes qui longent cette vallée : de Moussey jusqu'à Rabodeau, (à l'entrée de celle-ci). De père en fils et filles, tout le monde travaillait pour Boussac.

Boussac contrôlait tout, jusqu'aux loisirs, même si ceux-ci se résument à quelque 70 cafés (rien que pour Sénones). Par cette dictature de fait, il était difficile de lutter contre cet empire. Et pourtant, des luttes, il y en a eu !

Depuis quelques années, l'empire Boussac a dû faire face à la concurrence étrangère. La logique capitaliste a voulu qu'il se restructure, qu'il construise des usines dans d'autres pays où la main d'œuvre est encore meilleur marché. Cette même logique a voulu qu'il ferme des usines en France (en Normandie et dans les Vosges surtout). Concurrence étrangère, concurrence à l'intérieur de la France, à chaque fois ce sont les travailleurs qui en ont fait les frais.

LICENCIEMENTS
A LA CHAINE

Mais revenons à la situation actuelle de la vallée : —les travailleurs de chez Lécorché, après neuf mois de lutte, sont toujours au chômage. —à l'entreprise d'électrolyse et de préfabriqué

C.I.T.N. Laederich à Moussey, à la COPLAC de Quieux et de la Petite Raon, de nouvelles menaces de licenciements planent sur les travailleurs.

—à la COLROY S.A. de Sénones, le patron pratique maintenant le contrat à durée déterminée (5 semaines pas plus et pas toujours renouvelé) et n'est pas sûr de commandes au delà de la fin novembre.

—aux établissements Jacquiel, modernisation et restructuration aggravent les conditions de travail (augmentation des cadences, manque de sécurité) ; ce qui n'empêche pas des licenciements dans le groupe Agache-Willot auquel appartient Jacquiel.

—à La Combe, une maison d'enfants appartenant à la Sécurité Sociale ; des licenciements ont touché le personnel éducatif et le budget 1978 n'est toujours pas accepté.

Et la situation économique ne va pas s'améliorer. Pourtant, elle n'était déjà pas brillante :

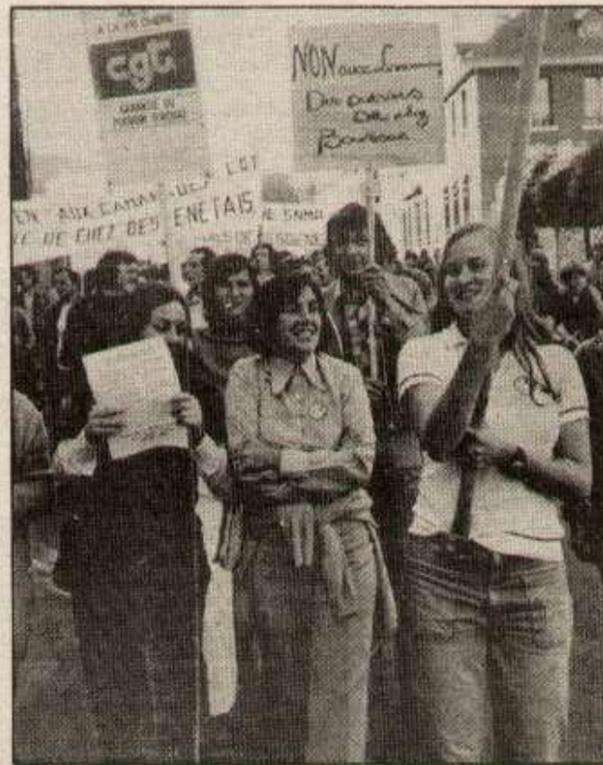
—en moins de 20 ans, la population du canton a diminué de 50 %.

—depuis l'après-guerre, 4 000 emplois ont été supprimés, dont 1 300 dans la période de 1972 à début 1977.

—chez Boussac, entre 1947 et 1950, il y avait 32 000 salariés, il n'en reste plus que 12 000.

—en agriculture, les exploitations du canton de Sénones ont diminué de 56 % en 25 ans.

Depuis le VI^e Plan, la vallée du Rabodeau est déclarée «zone verte», c'est-à-dire à caractère touristique, donc pas question d'implanter de nouvelles entreprises. Et tout cela, sous prétexte que la vallée



Après Bollec (notre photo), Epinal : Boussac porte ses coups contre les travailleurs de la vallée du Rabodeau !

est en V alors que pour être industrialisable, il faudrait qu'elle soit en U (aux dires du préfet des Vosges !)

Pour la population, cela signifie «vallée morte» et exode. Aussi, face à cela, la population dit NON et veut vivre et travailler au pays !

C'est sous ce mot d'ordre que les travailleurs des entreprises touchées par les licenciements et les menaces de fermeture, avec l'appui de l'ensemble des populations ont combattu depuis plusieurs mois. C'est sous ce mot d'ordre qu'ils ont décidé de passer à l'offensive à partir du 4 novembre 1977.

QUELLE
OFFENSIVE ?

Le 4 novembre 1977, les organisations syndicales, soutenues par le reste de la population ont mis sur pied l'opération «vallée morte» qui a consisté en une grève de 24 heures, un blocage de la vallée pendant une heure, un meeting et une manifestation à Sénones.

Mais ceci n'a pas été sans mal, sans discussions après.

Alors qu'une A.G. de travailleurs des diverses entreprises de la vallée avait décidé d'une grève de 24 heures avec blocage de la vallée, le 5, la commission «emploi» du 10 octobre voyait cette décision remise en cause par le PCF et le PS sous prétexte qu'il ne fallait pas «faire peur aux industriels désireux de venir dans la vallée» et «être sûr de la réussite à 100 %».

Ce n'est qu'après une lutte âpre, au sein des organisations syndicales que celles-ci se mirent d'accord pour cette journée d'action avec les modalités décidées en A.G. Devant cela, le PCF ne put que faire marche arrière et accepter. Il en fut de même pour le PS. Mais ce revirement douteux a eu des répercussions sur la journée du 4 novembre. Lors du meeting, au lieu d'y avoir une intervention brève à la fin, pour soutenir les syndicats, PCF et PS polémique pendant une demi-heure, et dès le début, oubliant les raisons mêmes du meeting. Chacun d'eux rappela ce que nous entendons depuis trop longtemps déjà : bonne gestion du capitalisme ou capitalisme d'Etat... à la française.

De nombreux syndicalistes s'insurgèrent contre ce fait parmi les participants du meeting, sans pour autant le faire de vive voix.

Cependant, le reste de la journée montra le caractère réel de l'offensive face à l'Etat et aux patrons : de nombreux travailleurs participèrent au blocage des routes et ne veulent pas en rester là. Comme le dira la CGT lors du meeting, «le 4 novembre n'est qu'un début». Dans la période à venir, de nouvelles formes d'action vont être mises en œuvre pour faire échec à la politique de la bourgeoisie.

Correspondant
SENONES

Discussion du budget de la Jeunesse et des Sports

UN TIERCÉ SUR LE FOOTBALL ?

● A l'occasion de la discussion du budget de la Jeunesse et des Sports, les partisans des concours de pronostics sur les matchs de football sont revenus à la charge. A leur tête le député PR des Yvelines, Bernard Destremau, rapporteur de la commission Jeunesse et Sports. Dans son rapport la commission examine les ressources extra-budgétaires possibles pour renflouer les finances sportives.

Parmi les arguments utilisés pour justifier l'organisation en France de concours de pronostics sur le football, tout y passe. On apprend que la France est le seul pays d'Europe, avec l'Albanie qui n'ait pas adopté ce système. Dans les pays de l'Est, ce type

de pronostics existe aussi. En Pologne, «le Haut Comité pour la culture physique et le tourisme gère un concours qui fonctionne avec le championnat professionnel anglais».

Les jeux de hasard existant déjà sous différentes formes, dont le tiercé,

pourquoi pas les tolérer sur le football ? L'argument suprême est que cela rapportera de l'argent à l'Etat, environ 400 millions par an et que cela permettra de financer le développement des équipements sportifs et d'améliorer les moyens des clubs.

Le système proposé est celui que connaît actuellement l'Italie : «Le concours devrait être organisé sous la garantie d'un contrôle de l'Etat». Et la commission suggère que «le réseau de placement du loto national pourrait être simultanément utilisé pour

le fonctionnement du concours».

Régulièrement, Destremau, chaque fois qu'est discuté ce budget propose de créer un concours de pronostics sur les matchs de football. Régulièrement cette proposition est rejetée, mais il semble qu'elle ait actuellement plus d'adeptes au Parlement. Les députés du PS y sont favorables ainsi qu'une partie de ceux du RPR.

La popularité du football, popularité avivée par les succès en matches internationaux de certaines équipes françaises, constitue une base sérieuse pour le succès d'un tel concours de pronostics.

Si l'argument financier joue beaucoup : trouver de nouvelles ressources, opérer une ponction insidieuse sur les salaires des travailleurs, les raisons politiques jouent aussi de plus en plus.

Ainsi, les tenants d'un tiercé du football espèrent aussi, par là, rincer davantage de travailleurs à leurs postes de télévision, les absorber dans les journaux sportifs à sensations, et les détourner des vrais problèmes.

Toutefois, il ne semble pas que la loi soit votée : Dijoud, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, en a dissuadé les députés de la majorité.



DES C.E.S. QUI TOMBENT EN RUINE

Samedi les parents d'élèves du CES B. Franklin d'Epone (Yvelines) ont occupé les locaux en préfabriqué de ce collège. Ils entendent obtenir dans les plus brefs délais la construction d'un nouveau CES en dur en remplacement des préfabriqués vétustes actuels. Le CES d'Epone a été mis en service en 1969. Avant de venir à Epone, les bâtiments avaient été implantés dans d'autres établissements.

Atteints par l'usure du temps, ils se dégradent de jour en jour : planchers qui s'ouvrent, portes qui ne ferment plus, cheminées qui prennent l'eau... Les bâtiments sont dispersés, disposés de part et d'autre d'une rue, ce qui ne facilite pas leur entretien. Dans ces conditions le chauffage avec des poêles à mazout est précaire, il ne fait que 8° à 10° l'hiver. Il n'y a ni préau ni sanitaire.

L'accord de principe des pouvoirs publics pour la construction d'un CES en dur est acquis, le terrain a été acheté par la commune, la décision est entre les mains du préfet de région qui tempore. Les parents

d'élèves décidés à mettre fin à cette situation ont donc occupé le CES et organisé une vaine des locaux.

SAINT BRIEUC

Le CES de Beauveillages à StBrieuc a ouvert en 1968. Depuis un an déjà les infiltrations d'eau s'accroissent. A la suite d'une erreur de l'entreprise chargée de l'étanchéité, les locaux ont commencé à ressembler plus à une piscine qu'à une école. Les toits plats ont retenu l'eau et comme les joints ne sont pas étanches, l'eau s'infiltré le long des canalisations électriques, ce qui est très dangereux. Actuellement à l'intérieur du CES, les interrupteurs sont surmontés de pancartes interdisant d'y toucher. Il faut régulièrement essuyer l'eau avec des serpillères dans les classes et les couloirs et vider les bassines où l'eau s'accumule.

Les parents d'élèves et les syndicats d'enseignants ont écrit aux divers organismes concernés pour qu'ils remédient à la situa-

tion. Mais entre les autorités scolaires, l'entreprise ayant construit le CES, d'ailleurs en difficulté, l'entreprise chargée des travaux d'étanchéité et les services techniques de la ville, tout ce beau monde se renvoie la balle pour ce qui est de prendre des mesures. Seuls les services de la ville ont demandé à

l'expert l'autorisation de faire quelques travaux d'urgence.

Les parents d'élèves et les enseignants sont excédés. Ils envisagent de demander la fermeture de l'établissement et dans un premier temps de ne plus envoyer les enfants au CES.

Noirmoutier a gagné pas de hausse pour le péage

Les Noirmoutins auront eu gain de cause. A l'issue d'une longue et difficile réunion avec le préfet, les élus locaux ont obtenu que la hausse du péage soit remise. C'est à dire que le tarif de 3 F sera maintenu. Le préfet a suspendu l'application de son arrêté, le conseil général étant chargé de trancher lors de sa prochaine réunion. Au conseil général à revenir en somme sur sa décision. Côté préfecture on ne veut pas entendre parler de cela...

A Noirmoutier, la nouvelle a été accueillie avec satisfaction et les hauts parleurs l'ont diffusée partout. Le barrage du péage a été immédiatement levé et les péagiers ont pu recommencer leurs ponctions dans la bourse des automobilistes. Il est probable que le conseil général confirmera le recul préfectoral, compte tenu de la vigueur et de la rapidité de la riposte des Noirmoutins.

PREMIER SUCCES POUR LES MANIPULATIONS GENETIQUES

Découverte importante aux USA. Pour la première fois, des équipes de scientifiques ont réussi à obtenir la production par des bactéries, d'une hormone fabriquée dans le cerveau, la somatostatine, au moyen de manipulation génétiques c'est-à-dire en incluant un gène producteur d'hormones dans une bactérie (microbe). Cette nouvelle a été annoncée lors de la réunion de la sous-commission du Sénat américain chargée d'étudier le dossier des manipulations génétiques.

Les chercheurs américains des équipes de Herbert Boyer, Arthur Riggs et Wylie Vale ont synthétisé artificiellement un gène correspondant à la synthèse de cette hormone. Ils ont ensuite introduit ce fragment d'acide désoxyribonucléique dans une bactérie et ont obtenu la production de l'hormone cérébrale par la bactérie. La somatostatine est fabriquée par l'hypothalamus et sert à régler le fonctionnement de la glande pituitaire qui contrôle elle-même, de nombreuses fonctions de l'organisme. La quantité fabriquée par manipulation génétique est très faible : 5 milligrammes. Mais il faut savoir que le Docteur Guillemin (prix Nobel de médecine), a dû utiliser un demi-million de cerveaux de brebis

pour obtenir une quantité égale de somatostatine !

Le succès des équipes américaines pourrait déboucher sur la mise au point de traitements hormonaux utiles dans le traitement de plusieurs maladies ou insuffisances.

Mais il ne faudrait pas en exagérer la portée. Compte tenu des conditions dans lesquelles se sont faites ces expérimentations, très particulières, on ne peut généraliser la portée de ce travail et le répéter pour n'importe quelle hormone, par exemple l'insuline.

Ce succès arrive toutefois à point nommé pour être versé au débat, très partagé, aux USA sur les dangers des «manip' génétiques». De nombreux scientifiques ont en effet dénoncé le risque de produire des bactéries «mutantes» susceptibles de causer des épidémies catastrophiques et qu'aucun médicament connu ne pourrait enrayer. Pour leur part les chercheurs qui viennent de réaliser cette opération, pensent que les dangers des manipulations peuvent être maîtrisés grâce à l'observation des règles «fédérales» de protection. Ils demandent que ces règles soient appliquées à la recherche privée, qui échappe de fait à un contrôle réel et sérieux.

Pierre PUJOL

Procès à la 13^e chambre correctionnelle

Les bons apôtres de la C.I.A. : des escrocs !

L'Eglise de Scientologie comparait hier devant la 13^e chambre correctionnelle pour escroquerie. L'Eglise de Scientologie est une de ces multiples sectes qui ont fleuri, arrosées grassement par l'impérialisme américain et qui se donnent pour vocation, au nom de la défense des libertés, la lutte contre «l'agitation politique», contre «la subversion» et le «terrorisme». Cette «église» qui possède des locaux luxueux dans plusieurs pays (USA, Angleterre, pays scandinave, France) est présente depuis 15 ans en France. Son but, elle l'avoue sans détour : la lutte contre «le terrorisme international». «En réalité» écrit L'Eglise «les tentatives des Nations Unies pour résoudre l'escalade du terrorisme international ont été déjouées par les manœuvres en sens contraire des Etats arabes». Ces scientologues veulent mettre la «rationalité» et l'ordinateur au ser-

vice de leurs thèses fascistes. «Y a-t-il un espoir de contrôler le mouvement de destruction de notre société et de détourner cette marée vers la construction ?»

Les adeptes de cette secte, à forte odeur de C.I.A., sont accusés d'avoir fait 100 millions de bénéfice en 72 sur la simple vente de cours de philosophie et de psychologie. Le cours simple était facturé 5 400 F et le cours «supérieur» 7 600 F à l'adepte ! C'est pour simple plainte pour escroquerie que L'Eglise sera jugée. Quant au fond, c'est-à-dire les méthodes de cette secte ultra réactionnaire, il n'est bien entendu pas question pour la justice bourgeoise de les condamner en tant que telles. L'Eglise de Scientologie a pignon sur rue, ses responsables avaient même été reçus par Poniatowski et de toute façon une secte ça peut toujours servir...

POLITIQUE

A l'Assemblée nationale

Cognac
contre Whisky

Poursuivant leur long marathon, les députés ont adopté vendredi le budget du commerce extérieur. Ce budget est des plus minimes (403 millions), essentiellement destiné aux organismes de promotion des produits français à l'étranger. Il faut cependant y ajouter une somme beaucoup plus conséquente, près de 5 milliards nouveaux, destinés « à aider les 1 400 entreprises qui commercent principalement avec l'étranger », (ce qui fait quand même une moyenne de plus de 350 millions de cadeau pour chaque entreprise exportatrice). L'intérêt du débat a surtout résidé dans l'union qui s'est spontanément manifestée sur tous les bancs, pour promouvoir les exportations françaises. Rossi, le ministre, s'est évidemment félicité des résultats des mois précédents en matière

de déficit (« moins mauvais »). L'orateur du PCF a juré ses grands dieux qu'il n'était pas pour le protectionnisme « mais qu'il fallait que soit accordée une priorité absolue aux produits français » (ce qui dans le système de marché international capitaliste revient exactement au même). Dans la même lignée, le porte-parole du RPR a préféré prendre un exemple précis : comment se fait-il que l'exportation de cognac ne bénéficie pas d'une aide gouvernementale, alors qu'à l'inverse le whisky bénéficie d'un traitement de faveur ? Comme on le voit, les problèmes de fond n'ont pas été abordés. Pendant ce temps, le déficit de la balance française de commerce extérieur continue à se creuser : 11 milliards pour les neuf premiers mois de l'année.

Giscard à Brest

LES DIFFICULTÉS
DE LA MARINE NATIONALE

Beaucoup de décorum et de mise en scène lundi à Brest pour la venue de Giscard : alignements de marins en uniforme de parade, concert de sirènes, présence de tout ce que l'armée compte d'amiraux et d'officiers supérieurs de la marine en grande tenue, journal de TF 1 en direct, etc.

On aurait tort de voir dans ce voyage une simple manœuvre électorale : certes, une visite en Bretagne n'est jamais inutile à quelques mois des législatives. Mais la journée de Giscard à Brest était essentiellement technique : une séance de travail le matin, destinée « à un examen du matériel et des personnels de la marine », et une autre, l'après-midi, destinée plus particulièrement aux questions du renouvellement de ce matériel. La question est en effet d'importance, et c'est d'ailleurs là-dessus que se développe un malaise important dans la marine nationale : depuis longtemps, l'amiral Sauguinetti ne se prive pas pour critiquer ce qu'il estime être les carences du gouvernement, et plus récemment, c'est l'amiral Lannuzel, chef d'état-major, qui a élevé la voix.

LES CAPACITÉS
DE LA MARINE
NATIONALE

Au centre de la querelle, il y a les capacités de la marine nationale française. En tonnage, celle-ci est aujourd'hui la première d'Europe. Mais dès 1985, la moitié des navires auront plus de 20 ans, et devront donc être remplacés. C'est là que le bât blesse, puisque que le programme de rééquiper

ment prévu est largement inférieur aux besoins tels que les exprime l'état-major. La dégradation du matériel de la marine est donc une évidence, et Giscard a fort à faire pour apaiser les contradictions qui se développent dans son armée à ce sujet.

Relativement limité dans ses ressources, l'impérialisme français est amené à faire des choix dans son budget militaire. Et c'est bien la marine, qui, semble-t-il, en fait le plus les frais. Des sommes importantes sont encore consacrées au programme de sous-marins nucléaires porteurs de bombes atomiques. Et encore sont-elles en deca de ce qui était prévu par les orientations gaullistes. Le programme a été réduit.

LA BRETAGNE
SE MEURT !

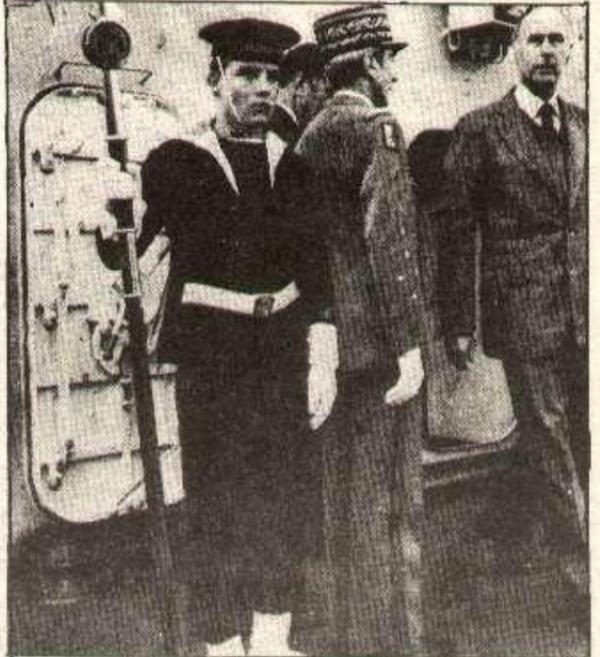
« La Bretagne se meurt, c'est un pays de chômeurs » scandaient lundi les manifestants pendant que Giscard niait le « malaise de la marine ». Le non respect de la loi de programmation militaire quoi que puisse en dire Giscard, par le budget de la défense 78 entraînera en effet des licenciements dans une région qui n'avait pas besoin de cela. Selon un orateur de la CGT qui a pris la parole lors du meeting qui a suivi le défilé « une réduction de 20 % de l'activité des arsenaux est prévue entre 1977 et 1982 ».

LES RIVALITÉS
DE LA FRANCE
AVEC LES
SUPERPUISSANCES

Par ailleurs, l'impérialisme français continue à vouloir assurer sa « présence » navale dans l'Atlantique, l'Océan Indien et aussi le Pacifique pour maintenir ses « zones d'in-

fluence ». Mais, là encore, la marine est en passe de ne plus avoir les moyens de jouer son rôle impérialiste.

C'est de tout cela qu'a discuté Giscard, avec pour but de ne pas laisser se développer dans la marine un « état d'esprit » préjudiciable à ses intérêts.



En fait, à travers ses contradictions d'aujourd'hui dans la marine, ce sont bien les difficultés de l'impérialisme secondaire qu'est la France qui apparaissent. Celui-ci ne veut pas laisser l'espace maritime aux seules mains des super-puissances, et c'est la raison par exemple de la présence permanente de deux sous-marins nucléaires dans l'Océan Indien. Il n'a évidemment pas les moyens de rivaliser dans toutes les mers, sur tous les points du globe. Il cherche à maintenir des « zones d'influence » com-

me l'Afrique, mais là encore, du point de vue de sa « représentation » maritime, il éprouve des difficultés. Enfin, il doit aussi se protéger des ingérences dans ses eaux territoriales, protéger les ressources maritimes. Difficultés budgétaires, mais aussi hésitations et incertitudes sur la politique de défense nationale convergent pour faire de la marine, la parente pauvre de l'armée.

Manifestement Giscard entend, à Brest, essayer d'apaiser le malaise et l'inquiétude qui s'y développent parmi les officiers.

Barre descend au fond
avec Baridon

Une fois par semaine jusqu'au premier tour puisqu'il est sûr d'être élu, Barre se rendra à Lyon aux frais des travailleurs ; on doute que son Mystère 20 ait été acheté avec son argent de poche. Petite visite passée quasiment inaperçue. Barre avait pourtant bien fait l'effort de se rendre dans le quartier le moins bourgeois de sa circonscription, le quartier Montchat. Devant l'insistance d'une vieille dame il dû s'arrêter un instant devant le monument au mort. Il refusa de rencontrer une délégation de travailleurs de Rhône Poulenc et de Berliet car monsieur « ne reçoit pas sans rendez-vous ». Avant de terminer son petit séjour à la Préfecture, locaux électoraux dont il est le seul à pouvoir bénéficier, il a été boire un coup au bistrot comme on peut le constater sur la photo.

Enfin c'est l'essentiel, il a déclaré qu'il avait demandé à Jean Baridon de devenir son suppléant. Les gens présents qui savaient parfaitement que c'est Chirac qui en avait décidé ainsi n'ont pas éclaté de rire.

Rassemblement national
de l'Humanité Rouge

Dimanche dernier, l'Humanité Rouge a organisé à Paris, à la Mutualité un rassemblement national au cours duquel J. Jurquet a prononcé un discours dans lequel il a notamment traité des questions du Mouvement communiste international.

Selon un communiqué de cette organisation dont nous publions aujourd'hui des extraits, il a déclaré :

« Un jour, à Tirana, une délégation du Comité central du Parti du Travail d'Albanie a expliqué officiellement, en termes nets et catégoriques, à une délégation des communistes marxistes-léninistes de France (Humanité Rouge NDLR) que toute personne ou tout organe de presse, qui tentaient de mettre en avant et d'utiliser des contradictions entre les communistes albanais et le Parti communiste chinois devaient être considérés comme des diviseurs et des provocateurs ».

M. Jurquet a précisé que les Marxistes-Léninistes de France, s'en tiennent rigoureusement à cette juste position. Mais il a ensuite réaffirmé l'accord total des militants de l'Humanité Rouge avec la théorie des 3 mondes formulée en 1974 par le Président Mao Tsé-toung...

Enfin, après avoir exposé les tâches immédiates des Communistes marxistes-léninistes de France, M. Jurquet a annoncé que 40 d'entre eux étaient déjà désignés pour participer aux élections législatives de mars 1978 sous l'étiquette d'« unité révolutionnaire des ouvriers, des petits paysans et des masses populaires ».

RPR n'a pas le moral

Changement de programme en dernière minute pour le RPR qui a refondu le sien afin de le rendre plus crédible. En trois recettes et quatre coups de trompettes Chirac expliquera comment sortir de la crise. La direction du mouvement n'y voit plus trop clair ou du moins commence à s'en rendre compte. Chirac devait leur remonter le moral mardi matin. L'après midi il devait aller consoler le groupe parlementaire qui se sent abandonné et n'est parait-il plus si sûr dans l'ensemble que Chirac ait raison contre Giscard dans ses analyses concernant la gauche.

Un mois avec sursis
et 7 000 F d'amende !

C'est la peine à laquelle a été condamné Jacques Behr directeur de l'usine des produits chimiques Uguine Kuhlmann à Pierre Benite dans la banlieue de Lyon.

Il a été jugé responsable de la pollution des eaux du Rhône. Comme on le voit la santé des hommes et la vie des poissons ne coûtent pas cher. Deux membres du comité directeur et un sous-directeur ont été purement et simplement relaxés. Pourtant dans ses attendus le tribunal fait remarquer que le concours de circonstances exceptionnelles invoquées par les prévenus ne constitue pas un événement imprévisible de nature à les exonérer de leurs responsabilités. Le rejet de l'acroléine dans le Rhône n'est pas le résultat d'une fausse manœuvre isolée mais la conséquence de dispositions prises pour assurer le fonctionnement général de l'entreprise.

Tribune
libre

Faillite à droite, cassure à gauche

QUE FAIRE POUR 78?

Le Parti Communiste Révolutionnaire
marxiste-léniniste
expose ses propositions sur FR 3

Mercredi 16 novembre à 19 H 40

Les visées du PCF

● A gauche, rien de nouveau ? Ce ne sont pourtant pas les événements qui manquent. Dimanche convention du PS, lundi réponse du PC et rencontre Maire-Marchais, mardi publication par *l'Humanité* des propositions du PCF aux organisations syndicales, et déjeuner de Mitterrand avec la presse économique. Chaque jour apporte son lot d'informations nouvelles, qui semblent pourtant déjà vus. Plus que jamais la querelle PS - PC apparaît comme étrangère aux véritables aspirations des travailleurs.

Aux propositions «solennelles» et détraquées de la convention du PS de reprendre les discussions «sans préalable», le PCF a répondu sans surprise : «La porte est ouverte à tout moment... Il suffit d'une chose, d'une seule chose : que le Parti socialiste respecte les engagements qu'il a pris en 72. Qu'il ne fasse pas, autrement dit, les concessions que nous avons faites nous-mêmes». Le dialogue de sourd continue donc ; et risque de continuer au moins jusqu'en janvier, jusqu'à la date de la conférence nationale fixée par le PC. Jusqu'ici les deux machines de propagande PS et PC vont continuer à s'invectiver, sans vraisemblablement

Obligé de développer des trésors de persuasion pour «réunifier», une fois de plus en apparence, son parti, Mitterrand a révélé dimanche qu'un des enjeux clés de la renégociation du Programme commun avait été l'attribution des postes ministériels et des principaux postes de contrôle de l'appareil d'Etat.

Cette révélation n'en est en faite pas une, et nous avons expliqué depuis longtemps qu'au-delà du calendrier d'application du Programme commun, au-delà de la question des nationalisations, au-delà des divergences sur la défense nationale, il y avait cette question brûlante. Il s'agit d'un problème décisif.

Le PCF possède déjà quelques positions dans l'appareil d'Etat, et cherche de manière délibérée et méthodique à en acquérir toujours davantage. Pour ne prendre que ces exemples :

- o une enquête de la sécurité militaire indiquait avant les élections municipales que quelques généraux (se comptant sur les doigts des mains) allaient voter pour le PCF

- o issus de l'ENA ou de Polytechnique, et recrutés par l'intermédiaire de l'Union des grandes écoles, des militants du PCF occupent des postes dans des ministères (notons à ce sujet que ce type d'adhérents est automatiquement ôté des cellules de base pour participer à des commissions spéciales.
- o le PCF a développé toute une politique dans l'Education nationale, et plusieurs présidents d'université sont membres du PCF.

Ces exemples et ces tentatives ne sauraient pourtant masquer une réalité d'ensemble : les contradictions entre les partis bourgeois traditionnels et les révisionnistes sont suffisamment importantes pour qu'elles empêchent assez systématiquement les membres du PCF de parvenir à des postes importants dans l'appareil d'Etat. Les colonnes de *L'Humanité* se font d'ailleurs l'écho de plaintes amères : pas de journalistes du PCF à la télévision,

beaucoup innover, chacun tentant de capter l'intérêt des travailleurs, pour faire soutenir son projet bourgeois.

De même les déclarations faites de part et d'autre au sortir de la réunion Marchais-Maire n'apportent rien de nouveau sur la manière très disymétrique dont PC et CFTD voient leurs rapports. Maire parle de «discussion très approfondie ayant permis de rechercher les causes de la désunion». Marchais fidèle à ses grossières manœuvres de récupération a déclaré pour sa part que «la rencontre a été extrêmement positive et qu'elle avait permis de faire apparaître entre nous de larges convergences notamment sur l'autogestion». On peut dire que Marchais après s'être fait remettre à sa place plusieurs fois par la CFTD au cours des semaines passées, ne se décourage pas. Le PCF vient même de sortir à plusieurs millions sur deux pages de *l'Humanité*, des propositions aux organisations syndicales, où il s'affaire à récupérer à son profit le thème de l'autogestion. Nous reviendrons sur cette question dans notre prochaine édition.

Elus du PCF, faisant une tournée dans une ville nouvelle



licenciement récent d'un membre du PCF, professeur à l'école militaire inter arme de Strasbourg, etc.

S'ILS ÉTAIENT MINISTRES...

Pourquoi le PCF tient-il tant à pénétrer dans l'appareil d'Etat et à y disposer des coudées franches ? On ne peut comprendre cette insistance, sans la rapporter directement au projet du PCF, à ce projet de capitalisme d'Etat. Parce que ce projet implique une certaine recomposition de la classe bourgeoise, éliminant certains possesseurs des moyens de production, faisant accéder aux leviers de commande et à la maîtrise de ces moyens de productions de nouvelles couches, ingénieurs, cadres appelés ainsi à devenir de nouveaux bourgeois, il suscite de la part de la bourgeoisie traditionnelle et de ces partis une opposition irréductible. L'affrontement entre les deux projets passe par une maîtrise par l'un ou l'autre des pièces maîtresses de l'appareil d'Etat. Jusqu'à présent le PCF y a été cantonné à la portion plus que congrue. Les pressions qu'il exerce sur son «allié» socialiste visent à conquérir des garanties qu'une victoire de la gauche, per-

mettrait aux révisionnistes d'investir enfin, pour partie, l'appareil d'Etat. On le voit l'enjeu est de taille.

Aussi, et quoiqu'il démente sans convaincre, le PCF s'est acharné à obtenir du PS des assurances que les ministères éventuels qui leur échoueraient, ne seraient pas des strapontins sans devenir, mais autoriseraient la maîtrise de pans entiers de l'appareil d'Etat.

Au contraire, si le PCF détiendrait quelques ministères importants, si par exemple il peut orienter la planification de l'économie, s'il peut peser sur les collectivités locales, s'il détiendrait des postes de directeurs dans de grandes entreprises nationalisées, si dans la police il y a des hauts fonctionnaires du PCF, s'il contrôle bien l'Education nationale, alors là il espère bien faire jouer à son profit ces différents rouages.

MARCHAIS, MINISTRE DU PLAN ?

Or justement, que demande-t-il ? Le PCF demande à ce que le ministère des Finances soit coupé en deux : une partie s'occupant des finances proprement dites, c'est-à-dire entre autres des impôts, forcément impopulaires, et une autre partie s'occu-

pant du «Plan». Il y a quelques mois, Marchais s'est déjà porté candidat à ce poste. Le PCF demande aussi à ce que le ministère de l'Intérieur soit divisé en deux : une partie s'occupant de la police, et l'autre (qu'il se réserverait) des collectivités locales. Ajoutons à cela d'autres enjeux peut-être moins spectaculaires mais tout aussi importants : la direction des entreprises nationalisées et la direction des grands moyens d'information (radio et télévision).

Entre le PCF et le PS, les projets divergent fondamentalement ; c'est maintenant une évidence. Reste à savoir, dans l'éventualité d'un accord à gauche, quels seront les «remplis» dont disposera le PCF pour aller plus loin dans ses visées. Le PCF veut d'ores et déjà un accord ferme sur cette question. Le PS, lui, veut se garder les mains libres pour éventuellement moduler sa politique d'alliance. C'est aussi là-dessus que les deux partis s'affrontent. Au-delà des querelles d'aujourd'hui, révélées par Mitterrand, c'est bien d'un affrontement entre deux clans bourgeois qu'il s'agit.

Nicolas DUVALLOIS

Campagne d'adhésion du PCF à Brandt Lyon - L'arrosage raté d'un fantôme

Un tract du PCF «cellule Brandt» distribué vendredi matin par des gens extérieurs à la boîte avait annoncé : «Invitation à l'apéritif à la sortie pour fêter la 3 000^e adhésion sur le Rhône depuis le 1^{er} janvier 1977», celle d'un travailleur de Brandt.

Sur ce tract, à côté de trois petits dessins affirmant que «pour changer la vie, il faut un bon programme commun», il y a un article parfaitement creux et ronflant disant la même chose, sous le titre : «M. Barre et l'ouvrier de Brandt», article passant sous silence les problèmes graves et concrets que les travailleurs affrontent chaque jour dans l'usine.

A la sortie le soir, deux militants extérieurs à la boîte, distribuent le même tract, accrochant chacun : «Vous avez bien une minute, venez boire en face avec nous». Mais chacun passe sans s'arrêter : «Ah ce soir j'ai bien autre chose à faire !»

Je suis le seul à m'approcher pour discuter : «C'est rudement coincé sur les nationalisations. Mitterrand décidément il veut rien entendre ! Comment allez-vous faire maintenant ?»

— Mitterrand a signé en 72. Il doit marcher !
— Vous le saviez bien dès le début que même s'il signait, il était complètement contre.
— Oui on le savait. Il a voulu profiter de l'Union pour grossir.
— Il y a réussi et maintenant il combat farouchement votre programme de nationalisations ! Alors comme allez-vous faire ?
— On compte sur les travailleurs !
— Qu'est-ce qu'ils doivent faire ?
— D'abord prendre la carte du PC pour qu'on ait plus de poids quand on rencontre Mitterrand.
— Et celui qui prend sa carte, il doit faire quoi après ?
— Oh ben tu sais... J'sais pas... par exemple des pétitions !

Le 2^e diffuseur arrive. Tu as bien une minute. Viens discuter au bistrot. Il ajoute : «Tu es sûrement d'accord avec le PC, alors prends ta carte».

En traversant la rue avec eux, je leur dis : «Moi je discute avec vous pour comprendre comment vous comptez sortir de l'impasse. Mais je pense que votre ligne est complètement fautive : on en a bien la preuve aujourd'hui. Je suis dans un vrai parti communiste : le PCR.»

Ça les fige sur place : «Alors ça change tout. Nous on cherche qu'une chose, c'est grossir notre parti. On ne discute pas avec des gens qui nous combattent, des ennemis des travailleurs.»

J'arrive quand même au bistrot avec eux. Ils ont l'air bien embarrassé. Le café est vide de travailleurs de Brandt : mis à part deux vieux adhérents qu'on trouve là tous les soirs et qui discutent entre eux dans un coin.

Quant au «3 000^e adhérent qui travaille à Brandt», il est aussi absent que les autres.

Correspondant
CIAPEM-BRANDT-LYON

Personnalisation de la recherche en Allemagne

La police allemande a décidé d'organiser des groupes travaillant chacun sur la personnalité et les habitudes de chacune des 16 personnes recherchées à la suite de l'exécution du chef du patronat allemand, Schleyer. Elle espère ainsi pallier l'échec de toutes ses recherches jusqu'à présent.

Le RPR et ses élus

Quatre associations d'élus locaux viennent de se fédérer. Aux côtés de divers «sans étiquette» et autres «divers majorités», on remarque que deux d'entre elles sont présidées respectivement par Pierre Carous et Irène de Lipkowski, tous deux RPR. Allons, les «sans-étiquette» qui appartiennent à la nouvelle «fédération des associations d'élus locaux» auront bien de la peine à cacher leurs liens avec Chirac.

Tribune
libre



Faillite à droite, cassure à gauche

QUE FAIRE POUR 78 ?

Le Parti Communiste Révolutionnaire
marxiste-léniniste
expose ses propositions sur FR 3

Mercredi 16 novembre à 19 H 40

les lecteurs ont la parole

Communiqués Rencontre du mouvement des femmes

L'assemblée générale des groupes femmes de Paris et de la Région parisienne organise une rencontre du mouvement des femmes vendredi 11 et samedi 12 à partir de 9 h 30, faculté d'Orsay (R.E.R. Ligne de Sceaux, descendre à Orsay-gare, ensuite un fléchage est prévu). L'objectif de cette rencontre est double : structurer le mouvement, décider des campagnes sur les thèmes suivants qui seront étudiés en commissions : viol, violence et autodéfense ; avortement, contraception, maternité, sexualité ; répression, solidarité internationale ; travail, chômage, emploi.

Participation aux frais : 10 F. Repas sur place au restau U.

Communiqué

Le syndicat CFTD des travailleurs de la santé publique et privée du 93 communique :

Nous rappelons qu'au même moment où madame Giscard d'Estaing participe à l'anniversaire de l'hospitalisation privée à domicile, le Ministère de la santé interdit la création d'un service publique d'hospitalisation à domicile pour le secteur psychiatrique.

Roses et champagne ne changent pas la réalité quotidienne.

Nous tenons à rappeler les conditions réelles dans lesquelles fonctionnent la santé privée en général et l'hospitalisation à domicile en particulier :

— Pénurie d'effectifs, horaires surchargés, salaires calculés au plus juste,

— L'économie en matière de personnel et de matériel sont la pratique générale (un mot d'ordre sur lequel madame Giscard ne risque pas de se disputer avec son mari),

— Un esprit maison paternaliste plus pressé de faire appel au dévouement du personnel que de lui accorder son juste droit d'expression syndicale.

Les infirmières de l'hospitalisation à domicile n'ont pas les moyens d'être les bénévoles tant vantées en diverses circonstances par madame Giscard d'Estaing.

Pas de bénévolat, pas d'assistance : des droits pour tous.

(Extrait du communiqué de presse)

Un nouveau journal féministe : *Histoires d'Elles*

Le N° 1 d'*Histoires d'Elles* est paru. Au sommaire, au hasard des 24 pages : la marche de Malville racontée par une participante, des informations sur le chômage et des réflexions sur le travail, des éléments sur des livres, des films et des informations sur le mouvement de femmes en Espagne. *Histoires d'Elles* est réalisé par des femmes journalistes de plusieurs journaux et des non-journalistes.

téléphonez
au
quotidien
636 73 76



Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Ils débattent

Divorce à l'italienne

La réactualisation du Programme commun a tourné au vinaigre. A qui la faute ? On se rejette la balle : nationalisation ou pas nationalisation ? Rupture ou pas rupture ? Dictature du prolétariat ou collaboration de classe ? Socialisme ou social-démocratie ?

Le grand problème réside surtout dans le fait que n'étant pas au pouvoir, il est bien difficile de consulter les 13 millions de Français qui avaient fait le choix de la gauche en 74-76 et 77. De toute façon, à entendre les déclarations des trois détenteurs de

la représentation, il semblerait que, de leurs points de vue, le Programme commun est une histoire de cerveaux muselés. Comme de coutume, chez les uns ou chez les autres, le peuple semble être ignoré. Il est vrai qu'en 1971 nul ne pensa à s'adresser au peuple pour écrire le best-seller appelé Programme commun et pourtant, c'est un ouvrage qui avait bien marché.

Le plus grave dans ce divorce à l'italienne c'est que les trois parents s'en sortent toujours : ils vont se partager les meubles. Pour

les domestiques, c'est le début d'une nouvelle longue marche vers un socialisme qui n'en finit pas de ne pas venir.

Pour les travailleurs, espèrent que la leçon sera salutaire, il ne sera plus possible de leur faire prendre les couches bourgeoises pour des couches partageuses, si ce n'est pour partager à leurs profits, le fruit du travail des autres.

Il est grand temps que les travailleurs sachent que pour le PC, les cadres dirigeants « sections, fédérations, comité central », sont essen-

tiellement composés des intellectuels de 68.

Pour le PS ses cadres sont composés en majorité d'intellectuels et de gros commerçants. Quant aux amis de M. Fabre, ce sont, tout le monde le sait, des professions libérales. Que les travailleurs ne s'y trompent pas, ce large éventail qui les écarte ne peut aboutir, qu'à un gouvernement de droite.

Le prolétaire jura mais un peu tard que l'on ne l'y prendrait plus.

Un ouvrier
de Gironcourt (Vosges)
qui signe « Robin
des Bois »

Ta lettre exprime le point de vue qui se développe avec netteté chez de nombreux travailleurs : celui du refus des solutions bourgeoises que constituent les projets du PCF et du PS. En ce sens, il n'est jamais trop tard pour comprendre que la solution réside dans le socialisme, et non dans les manœuvres du PS ou du PCF.

Nous voudrions seulement ajouter fraternellement deux remarques. Tu sembles présenter, au début de ta lettre, l'affrontement entre le PCF et

le PS comme un affrontement entre « dictature du prolétariat ou collaboration de classe ». Il n'en est rien. Si le projet du PS est effectivement un projet de collaboration de classe, celui du PCF n'a rien à voir avec la dictature du prolétariat. Le terme a d'ailleurs été supprimé du vocabulaire même du PCF. La dictature du prolétariat, c'est le socialisme, la dictature de la classe ouvrière sur la bourgeoisie, le pouvoir effectif des travailleurs. Autant de choses qui sont aux antipodes du

projet du PCF, que tu qualifies toi-même de bourgeois, à juste titre.

Deuxième remarque : d'accord pour dire que les militants du PS sont pour une bonne part des intellectuels et des commerçants (et des industriels !) d'accord pour dire que le MRG est composé essentiellement de professions libérales et de notables ; mais il serait faux de croire que les dirigeants du PCF sont « des intellectuels de 68 », si par là on entend des militants issus du mouvement de 68. Effic-

tivement, les cadres du PCF ont été largement renouvelés depuis 68, avec des jeunes. Mais bien peu de ces jeunes ont participé au mouvement de 68. Au contraire, dès cette époque, ils étaient pour la plupart du côté du PCF, c'est-à-dire, on s'en souvient, contre le mouvement de masse dès que celui-ci se radicalisait. Pour ceux qui ont participé au mouvement de mai 68, et qui se retrouvent aujourd'hui au PCF, on ne leur confie en général, que des postes subalternes.

Ils témoignent

Un cas parmi tant d'autres

Licenciée il y a un an par un patron d'une petite boîte de confection (qui est parti sans laisser d'adresse et en « oubliant » de nous payer...), je suis seule avec 2 enfants qui fréquentent une école primaire du 20^e arrondissement à Paris. Mes enfants mangent à la cantine depuis la rentrée, ce qui me laisse un peu de temps dans la journée, me permet d'entreprendre différentes démarches et notamment de suivre un stage de formation professionnelle à mi-temps.

Dans cette cantine, comme dans bien d'autres, il n'y a pas les meilleures conditions pour accueillir correctement tous les enfants. Donc le directeur m'a fait parvenir ce petit mot : « A partir de lundi prochain, vos enfants ne seront plus acceptés à la cantine », pas un mot d'explication, rien !

Pourtant ce monsieur connaissait ma situation de

«demandeuse d'emploi» : par son intermédiaire, j'avais fait à deux reprises une demande de réduction de cantine, auprès de la caisse des écoles.

Je lui ai apporté un certificat de stage qu'il ne trouva pas conforme : cela lui servit de prétexte pour me rendre l'argent, le certificat et « m'envoyer chez Giscard si je n'étais pas contente ! » et en me précisant bien que quoi que je fasse, j'aurais toujours tort avec lui ! Trouvant cette situation scandaleuse, je ne me suis pas laissée faire.

Les enfants de chômeurs doivent eux aussi pouvoir manger dans les cantines scolaires. Parce que je me suis « battue », après bien des démarches qui n'ont rien de « giscardiennes », j'ai réussi à obtenir que mes enfants continuent de manger à la cantine.

M. Paris 20^e

— Préparons nous
à la lutte
— Préparons
l'alternative
révolutionnaire

Que faire pour 78 ?

RASSEMBLEMENT COMMUNISTE

A L'APPEL
DU PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE
MARXISTE LÉNINISTE

DIMANCHE
27 NOVEMBRE
PARIS

SALLE MUTUALITÉ 14 H

AVEC 6 DÉBATS :

- Quel est le véritable projet du PCF ?
- Quelle unité pour 78 ?
- Quel socialisme pour la France ?
- Où en est la situation internationale ?
- Qu'est-ce que l'euro-révisionnisme ?
- Français - Immigré, une seule classe ouvrière

Moscou : Parade à la gloire de Brejnev

LES T 72 SUR LA PLACE ROUGE

C'était une immense parade à la gloire de Brejnev qui a tenu lieu de commémoration à la Révolution d'octobre, lundi à Moscou. Le nouveau char, le T 72, tenu jusqu'à

présent secret a été montré pour la première fois ; très gros, très rapide et équipé d'un viseur à laser. Il est destiné à renforcer encore la suprématie que les Soviétiques se sont

assurés quant au nombre des blindés, en améliorant leur qualité. En mettant en vedette son nouveau blindé, l'URSS a voulu impressionner. Elle a souligné la continuité de sa politique.

Sur ce point, le discours du ministre de la guerre Oustinov a annoncé que toutes les «mesures nécessaires au renforcement continu de la défense nationale» étaient prises et que le potentiel soviétique serait «maintenu à un niveau tel que nul n'osera l'affronter». En termes pratiques cela signifie que l'URSS va poursuivre la course aux armements avec les USA et que c'est là le fond de sa politique militaire. Le renforcement de la défense nationale s'est traduit sous Brejnev par le déploiement d'une flotte qui sillonne toutes les mers du monde au lieu de la flotte de défense des côtes qui existait lorsque l'URSS était socialiste. Il

s'est traduit par le renforcement des capacités agressives de l'URSS : organisation de troupes de «marines», organisation de troupes aéroportées, mise sur pied d'une armada de blindés concentrée en Europe.

Inde :

le pillage soviétique

Après la visite du premier ministre Desai en URSS, Swamy député du Janata, coalition de partis au pouvoir à New-Delhi, a dénoncé le pillage de l'Inde par l'URSS, avec le remboursement des prêts. En effet, depuis une quinzaine d'années, l'URSS a développé des relations d'échange inégales avec l'Inde, lui fournissant une «aide» de son cru (produits de mauvaise qualité ou inutiles) et exigeant un remboursement conforme à ses prétentions de domination.

En 1973-74, l'URSS a accordé à l'Inde un prêt dit «sans intérêt» de deux millions de tonnes de blé. L'Inde avait livré en contrepartie la valeur de 500 000 tonnes de blé en marchandises. Aujourd'hui, trouvant que le remboursement total a trop tardé et prétextant que la valeur des céréales fournies est insuffisante, l'URSS réclame un «intérêt» sous la forme d'une livraison de 28 000 tonnes de marchandises. «Pour nous, faire cadeau de 28 000 tonnes de blé est injustifiable alors que notre pauvre peuple n'a pas assez à manger» a déclaré le député indien.

LES USA REJETTENT UNE REQUETE DE SAKHAROV

Des lettres que Sakharov avait remis à l'ambassade des États-Unis à Moscou pour plusieurs destinataires en Europe et aux USA ne sont pas parvenues. En fait il semble qu'après les avoir gardées pendant 15 jours au cours desquels des consultations eurent lieu avec la Maison Blanche, l'ambassadeur US les ait renvoyées à Sakharov.

Plus de vingt Français détenus à Euleno en Argentine

GISCARD IGNORE....

(...) Au moins une vingtaine de personnes jouissant de la nationalité française, ou de la double nationalité française et argentine, sont actuellement détenues —légalement ou illégalement— par les autorités militaires argentines, arrivées au pouvoir lors du coup d'état militaire du 24 mars 1976.

Parmi elles, on peut citer :
Marcel Amiel
Gérard Barrero, détenu le 7/11/75
Michel Benasayarg, détenu le 18/3/74
Robert Boudet, enlevé le 24/10/76
Jean-Yves Claudet
Yves Domergue, sequestré le 20/9/76

Marianne Erize
Gérard Guillemot, détenu le 13/4/74
Liliane Jacob
Maurice Jaeger, sequestré en juin 1975
Michel Lhande, enlevé le 26/6/76
Michel Ortiz, enlevé le 13/11/74

Depuis plusieurs mois, les familles de ces personnes vivent dans l'angoisse. Leur inquiétude (...) est largement justifiée par les constantes atteintes aux droits de l'homme dont fait preuve le gouvernement du Général Videla. 7 000 à 10 000 personnes assassinées, 25 000 disparus, 10 000 prisonniers politiques, utilisation courante des tortures les plus barba-

res, existence de 15 camps de concentration : ce sinistre bilan est bien connu du gouvernement français.

(...) Force est de constater qu'il existe deux poids, deux mesures, dans la protection que le gouvernement français accorde à ses ressortissants : pressions militaires et diplomatiques les plus fortes dans le cas de la République Arabe Saoudite Démocratique, qui lutte aujourd'hui pour la libération de son peuple ; et tolérance complète, voire complicité, dans le cas de la junte militaire argentine, qui a déchaîné la répression la plus féroce contre son propre peuple.

Le Comité de soutien

aux luttes du Peuple argentin renouvelle donc son appel aux forces démocratiques et progressistes françaises pour qu'elles joignent leur voix à celle des familles de français détenus et disparus en Argentine et qu'elles demandent au gouvernement français d'exercer les pressions nécessaires sur la junte militaire argentine pour obtenir leur libération, ainsi que celle de tous les prisonniers politiques.

Comité de soutien
aux luttes
du Peuple argentin
(CSLPA)
14, rue de Nanteuil
Paris 75 015
Extraits du communiqué

AFRIQUE DU SUD : APRES L'EMBARGO SUR LES ARMES

Après la décision de l'ONU de pratiquer un embargo obligatoire sur les ventes d'armes à destination de l'Afrique du Sud, le gouvernement de Prétoria n'a pas manqué de rappeler qu'il disposait d'une industrie en particulier par la France et la RFA. Mais les racistes vont plus loin : en cas de blocus économique, ils menacent d'utiliser des pouvoirs spéciaux conférés au gouvernement par une loi de 1970. Selon cette loi, n'importe quelle usine peut être réquisitionnée pour couvrir les «besoins du pays». Cette loi pourrait être appliquée aux filiales des trusts qui voudraient appliquer des sanctions économiques.

SUD LIBAN : NOUVELLES MENACES ISRAËLIENNES

Le ministre israélien de la guerre, Weizmann a donné l'ordre de reprendre les bombardements sur le Sud Liban ce week-end. Neuf personnes ont été ainsi tuées à Nabatyeh, ville du Sud Liban. Il a également menacé de faire des actions de représailles au Sud Liban.

ZIMBABWE

Carver, commissaire résident britannique a rencontré le premier ministre raciste rhodésien Smith. Ils ont procédé à un échange de vues et ont fait état d'un désaccord sur la question des forces armées, et du maintien de l'ordre dans la phase transitoire d'application du plan anglo-américain.

Angleterre : nouveaux affrontements à Grunwick



Des affrontements très violents ont opposé 4 000 manifestants à la police lundi à Londres. Les manifestants exigeaient la libération de 106 personnes qui avaient été arrêtées pour participation au piquet de grève devant Grunwick en grève depuis un an. La police anti-émeute et la police à cheval au total 5 000 hommes sont intervenus pour chasser les piquets devant les portes de l'usine.

Nouvelles d'Afrique

Mauritanie : un projet en pleine zone de combat

Au mois d'octobre, une mission de la Banque mondiale a séjourné en Mauritanie pour étudier un projet d'exploitation des mines de fer de deux guelbs (montagnes) situés à une trentaine de kilomètres au Nord-Est de Zouérate. Ce projet doit permettre à la Mauritanie de passer d'une production annuelle de 2 millions à 6 millions de tonnes, puis à 12 millions pendant une vingtaine d'années. Le projet «Guelbs» comprend l'équipement de centres d'extraction, la construction d'une usine d'enrichissement et le prolongement de la voie ferrée Nouadhibou-Zouérate.

La Banque mondiale, au sein de laquelle l'impérialisme américain est dominant, doit participer au financement du projet «Guelbs» dont le coût est estimé à 500 millions de dollars. La Banque doit donner sa réponse avant la fin de l'année. On voit quel est l'enjeu des combats qui se déroulent actuellement, puisque par sa contre-offensive le Front Polisario non seulement entrave l'exploitation de Zouérate, mais de plus remet en cause le projet économique le plus important du régime d'Ould Daddah.

Seychelles : lutte pour la souveraineté

Le nouveau gouvernement des Seychelles va entreprendre de restaurer la souveraineté nationale sur l'ensemble de l'archipel. L'archipel est constitué de plusieurs grandes îles et de plusieurs dizaines d'îlots. Or, la majorité de ces îlots avait été vendue à des Occidentaux, particuliers ou sociétés qui en font une exploitation touristique. Le gouvernement a décidé d'interdire toute nouvelle vente et de remettre en cause cette aliénation du territoire national.

Sahel : réunion extraordinaire du comité anti-sécheresse

Une réunion extraordinaire des ministres des pays faisant partie du Comité anti-sécheresse au Sahel vient d'avoir lieu à Niamey, capitale du Niger. Le ministre du développement rural du Niger, soulignant la gravité de la situation actuelle, a déclaré : «Les peuples du Sahel comptent en premier lieu sur leurs propres forces et leur esprit de sacrifice. Mais ils sont obligés par l'envergure des besoins à en appeler encore une fois à la solidarité internationale.»

La réunion a discuté des mesures à prendre contre les séquelles de la sécheresse. Dans son communiqué final, elle souligne l'urgence d'appliquer les programmes prévus, notamment la construction de travaux hydrauliques en vue d'assurer l'autosuffisance en céréales.

C'est l'impérialisme qui a une responsabilité écrasante dans cette situation : par le type de culture qu'il a développé en fonction de ses besoins et par les projets qu'il impulse aujourd'hui dans le cadre de l'«aide», qui ne sont pas ceux qui permettraient aux pays du Sahel de surmonter leurs problèmes.

Café : réunion des pays producteurs

La session annuelle du comité directeur de l'Organisation africaine et malgache du café s'est tenue à la fin du mois dernier au Cameroun. Les membres représentés étaient le Cameroun, la Côte d'Ivoire, Madagascar, le Centrafrique, le Gabon, le Congo, le Bénin et le Togo. Le comité a étudié les problèmes posés par la dégradation des prix. Il a décidé d'appuyer les propositions faites par l'Organisation Internationale des producteurs pour réviser les prix et créer un fonds mondial de stabilisation des prix du café.

abonnez-vous



LA CARTE D'ABONNÉ AMI
DU QUOTIDIEN DU PEUPLE
VOUS DONNE DROIT :

A un abonnement à

- Front Rouge, revue politique et théorique du PCRM
- Pékin Information
- Le Chine en Construction
- Reception du Manifeste pour le Socialisme

et à un livre ou un disque au choix

- Le tome V de Mao Tsé-toung, dès sa parution en France.
- Ou parmi les livres :
- Eugène Verlin, pratique militante et écrits d'un militant communiste (Paule Lejeune)
 - + La Commune en bandes dessinées
 - Les dix jours qui ébranlèrent le monde (John Reed)
 - Ma plume au service du prolétariat (Haoran)
 - Les enfants de Xisha (Haoran)
 - Danger ! Amiante (Collectif intersyndical sécurité des universités Jussieu CFTD, CGT, FEN)
 - La Commune de Paris (Lissagaray)
 - La Chine à la mort de Mao (Alain Bouc)
 - L'usine de la peur (Daniel Bouvet)

Parmi les disques :

- Ken Bate lu poblek breizh, chants pour le peuple breton, soutien aux familles des détenus politiques bretons
- Viva le Vida, Carlos Andreou
- Terre de ma patrie, chants palestiniens de l'intérieur par Mustapha El Kurd et la troupe de Balatine
- Radio Renaissance, chants interprétés par le GAC
- Au choix, disques chiliens : Checca
- Chile Resistencia
- Naussac
- La Résistance Palestinienne chantée par ses enfants
- Ki Du (Gilles Servat)
- Ça branle dans le manche (François Tusques)
- La pouvoir des mots (Gilles Servat)
- Dansons avec les travailleurs immigrés (François Tusques)

réuni, dans une ambiance fraternelle, des abonnés-amis du Quotidien. Des participants au voyage ont d'ores et déjà fait part de leur intention de contribuer plus activement à la réalisation du journal, en écrivant régulièrement, en transmettant des correspondances qui enrichiront son contenu.

Ceci est très important car c'est aussi grâce à l'aide des lecteurs que le journal améliorera la qualité de ses articles, afin de prendre toute sa place dans le débat politique qui, à quelques mois des échéances électorales et de leurs lendemains, se déroule parmi les travailleurs.

Les acquis en ce qui concerne la participation des lecteurs, les liens avec le journal, nous nous efforcerons de notre côté de les consolider. Dès maintenant, avec la parution en édition du soir, nous prenons des mesures qui devraient permettre pour nos abonnés, en particulier nos abonnés parisiens, un acheminement plus rapide du journal.

Agissons ensemble pour que le Quotidien du Peuple soit une arme vraiment efficace dans les combats qui s'annoncent pour la révolution socialiste.

sur présentation de la carte abonné ami du Quotidien du Peuple

— Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRM

— réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes

Librairies

- Besançon** Lib. Les Sandales d'Empédocle (10%)
Place Victor Hugo - 138 Grande Rue
- Bordeaux** Lib Mimesis (10%)
5, bis rue Grassi
- Bourges** Librairie athénail (10%)
4, cours Avaricum
- Brest** Lib. Graffiti (10%)
Place St Louis
- Clermont-Ferrand** Lib. Jean Rome (10%)
1, rue des Gras
- Lannion** Lib. Giraudon (10%)
30, rue de Kerampont
- Lille** Librairie Populaire
40, rue Jules Guesdes
- Lyon** Librairie Populaire (15%)
228, rue Duguesclin (3^e)
- Marseille** Librairie Lirs (10%)
Rue Sainte (1^{er})
- La Rochelle** Librairie «La Genette» (5%)
Rue Rougemont
La Licorne rue froide
- Caen**
- Nantes** Librairie 71
29, rue Jean Jaurès (10%)
- Nice** Le Temps des Cerises
50, bd de la Madeleine (10%)
- Orléans** Les Temps Modernes
Rue, N.-D. de Recouvrance (5%)
- Paris** Librairie de Valois
25, rue du Valois (1^{er}) (10%)
Les joueurs de A (12% liv. politiques)
9, rue des Lions St-Paul (10%)
L'Hamattan
18, rue des Quatre Vents (6^e) (10%)
Tschann
83, bd du Montparnasse (14^e) (10%)
Plasma
41, rue Saint Honoré (10%)
33% sur les Ed. P.-J. Oswald
7, rue de l'École Polytechnique (5^e)
Le grand jeu 20 rue Colbert
- Reims**

Cinémas

- Paris** Saint Séverin
12, rue St-Séverin (5^e)
Tarif étudiant : 10 F
La Clef
21, rue de la Clef (5^e) (tarif étud.)
Seine Cinéma -
8 rue Frédéric Sauton - paris 5^e
- Lyon** Cinématographe
44, cours Suchet (2^e)
Tarif collect. (5 tickets : 40 F)
Le Canut
32, rue Leynaud (1^{er}) (tarif étud.)

manifeste

pour le socialisme

PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE
Marxiste-Léniniste



Nom (en capitales).....
Prénom.....
Ville.....

Date :

Mode de versement : - en une fois - en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.
Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19.
Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Abonnement normal 350 F
Abonnement de soutien 600 F
... F

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F, et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.

PROGRAMME TÉLÉ

Mardi 8 novembre

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales.
19 h 45 - Eh bien, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Des magiciens
21 h 30 - Les chênes qu'on abat. Émission de P. Cardinal
22 h 45 - Concert messiaen
23 h 15 - Journal et fin

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Ouvrez l'œil
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Les dossiers de l'écran. Le cas du Docteur Laurent. Film français de Le Chanois 56. Le docteur Laurent veut enseigner aux femmes du village de Saint-Laurent les techniques de l'accouchement sans douleur. Les autres médecins s'y opposent.
23 h 30 - Journal et fin

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre.
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Western. La prisonnière du désert. Fil américain Avec John Wayne. Ethan Edwards cherche sa nièce enlevée toute petite par les Indiens. Le temps passe, sa quête est vaine. Il la retrouve mais celle-ci a adopté les coutumes indiennes. Ceci dépasse l'entendement du juste Ethan. Œuvre ambiguë. Un des meilleurs films de John Ford
22 h 25 - Journal et fin

Mercredi 9 novembre

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Eh bien, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Les femmes du monde. Film TV
22 h 00 - A la poursuite des étoiles. Le plus grand télescope du monde.
23 h 00 - Journal et fin

A 2

19 h 45 - Ouvrez l'œil
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Question de temps.
21 h 35 - L'aigle et le vautour
22 h 25 - Juke box. Punk ? avec Sex pistols
22 h 55 - Journal et fin

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Un film, un auteur. Maigret voit rouge. Maigret enquête sur un meurtre à Pigalle. Il a affaire à un règlement de compte entre gangsters américains.
21 h 55 - Journal
22 h 10 - Un évènement. Automobile

LIRE

«Technocratie française» des révélations intéressantes

d'Yves LENOIR

COLLECTION «AMIS DE LA TERRE» EDITIONS PAUVERT

Ce livre se présente comme «le récit d'un voyage dans l'univers technocratique». L'auteur est en effet un témoin privilégié : il a été invité, en tant que «contestataire», à participer à un groupe de travail «Evaluation des Options techniques sur les Déchets radio-actifs», émanation du «Groupe Inter-ministériel d'Evaluation de l'Environnement».

Ce témoignage a l'immense intérêt de balayer les illusions qui peuvent encore exister sur la «neutralité» des fonctionnaires. «Peut-on supporter l'idée que les mineurs de l'Uranium soient les victimes d'un crime technocratique ? Comment admettre que le ministère de la Santé puisse écrire des textes réglementant les rejets radio-actifs sous la dictée des producteurs d'électricité ? Comment des médecins chargés de

la radioprotection seraient-ils suspects de mentir systématiquement, de bloquer toute information et de se comporter tels des apologistes de l'industrie nucléaire ? etc...»

L'auteur affirme clairement que les fonctionnaires sont pleinement complices de la politique qu'ils servent : cette démonstration, avec des noms, des dates, des citations précises, est on ne peut plus salutaire alors que les partis de gauche prétendent que les hauts fonctionnaires ont avant tout le souci de l'intérêt public.

Ce livre montre en particulier comment les normes qui indiquent l'irradiation maximale que peuvent supporter les travailleurs du nucléaire deviennent des normes habituelles de travail ; comment toutes les «prédictions scientifiques» des experts de l'EDF, selon lesquelles aucun danger ne peut

survenir du fait du programme nucléaire, ne sont fondées sur rien de sérieux ; comment une partie importante du travail de l'administration consiste à faire accepter ses plans par l'opinion publique, en la trompant, en la manipulant...

Ne serait-ce que pour ces révélations, ce livre vaut d'être lu.

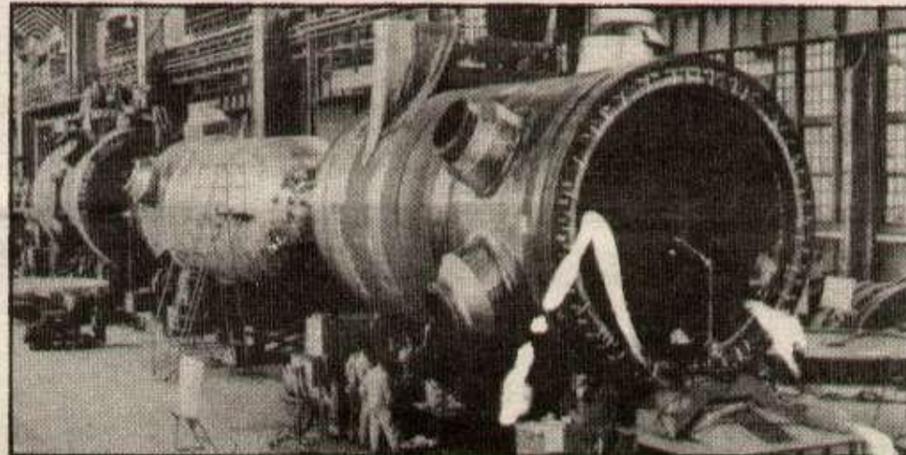
Dans une seconde partie, l'auteur expose sa philosophie de l'histoire. Celle-ci est fortement idéaliste. «La naissance de l'État... semble liée à la découverte d'un ordre astronomique, de l'existence d'une mécanique céleste... A partir de là, sans doute, a germé l'idée d'un projet divin sur le monde que les hommes auraient à réaliser».

Ainsi, se serait formé l'autocratie qui aurait militarisé la société. «L'État moderne vise à organiser la société pour l'armée».

Selon l'auteur, ce n'est pas l'apparition des classes sociales qui a entraîné la formation de l'État, mais inversement, celui-ci qui aurait donné sa forme capitaliste à l'organisation de la production.

Toujours selon l'auteur, le pouvoir politique, a dû développer la technique, donc la technocratie, pour asseoir sa puissance. Mais la technocratie qui, surtout avec l'apparition de l'énergie nucléaire, accapare des leviers sans cesse plus nombreux, supplante peu à peu le pouvoir politique. Ainsi, l'EDF deviendrait une sorte d'organisme monstrueux, poursuivant ses propres desseins, indépendamment de la classe dominante.

Malgré cette conception idéaliste de l'histoire, ce livre comporte plusieurs aspects intéressants. D'une part, quoique l'auteur ne se place pas d'un point de vue de classe, il exprime de réelles préoccupations des masses populaires quant aux relations sociales, au milieu de vie et de travail. Il ne fait aucune confiance aux partis de la gauche pour y répondre. De plus, il dénonce l'arrivisme de certains «écologistes», qui cherchent avant tout à se placer en «interlocuteurs valables des pouvoirs publics». Enfin, il ne se borne pas à annoncer une catastrophe écologique si la «mégamachine» de la société impérialiste continue à se développer, mais croit possible un changement radical de société et veut y contribuer.



La centrale nucléaire de Bugey. Le choix nucléaire : une décision prise en comité restreint sans la moindre consultation.

Elise ou la vraie vie Claire Etcherelli

Collection «Lettres Nouvelles»
copyright Editions Denoël 113^e épisode

Je mentis sans embarras lorsqu'Anna m'appela. Le prétexte que je lui donnai sentait la confection. Et, tandis que je parlais, je compris à quel point j'aimais mon frère et que l'abandon de cette visite exaspérait encore l'affection que je lui portais. Anna prit la chose avec un évident plaisir, je le découvris aux nuances de sa voix. Elle me promit de passer au retour et de m'apporter des nouvelles.

Tout le dimanche, j'attendis Arezki. Il ne vint pas. Vers six heures et demie, on secoua la porte. Anna entra et, sans s'asseoir, me fit le récit

de sa visite à Lucien, écourtée par les soins qu'il devait recevoir. Ses yeux brillaient, sa voix tremblante d'émotion avait un arrière-son joyeux en me rapportant les propos de mon frère. Il voulait sortir. Il avait déclaré qu'il ne resterait pas un trimestre loin d'elle.

« Un mois encore et je me taille la route. » Elle pensait me choquer et que je protesterais au nom de la sagesse, de la raison et de la santé. Je me contentai de lui demander : « Il n'a pas été trop déçu par mon absence ? » Stupide question à laquelle me répondit le pli moqueur de ses lèvres.

— La prochaine visite aura lieu le 2 juin.

— J'irai, je vous assure.

A huit heures, Arezki téléphona et me dit : « J'arrive. »

Je lui en voulais, j'étais assurée qu'il m'avait menti.

Il ne chercha pas à dissimuler.

— Oui, je l'ai fait exprès.

— Cela t'a donc fait plaisir ?

— Oui.

Il était détendu ce soir-là. Nous projetâmes de nombreuses sorties, dans un avenir indéfini.

— Il faut aussi que tu quittes l'usine, mais attends les congés, dans deux mois.

Je pensai : « Et la grand-mère ? » Je n'en dis rien, je ne parlai pas non plus de mon frère. Pour moi aussi, les rêves ne venaient plus.

Une lettre à Lucien qui n'y répondit pas, quelques soirées auprès d'Arezki, dehors ou dans la chambre, m'occupèrent jusqu'au mardi 13. Ce matin-là, Bernier vint jusqu'à moi et, sans perdre son gai sourire, m'annonça que ma prime avait sauté.

— Votre travail est mauvais, mauvais. Il faut refaire une vérification après vous. Vous oubliez des défauts. Pour bien contrôler, il ne faut pas tourner la tête, il faut regarder la voiture et non pas celui qui est dans la voiture.

Je lui demandai ce qu'il voulait dire.

— Ce que je veux dire ?

Arezki était là, tout près, qui nous écoutait.

— Jugez mon travail, et pas autre chose, je vous prie.

— Vous croyez que j'ai peur, s'écria-t-il, parce que votre bicot nous écoute ?

Il ne fallait pas qu'Arezki intervint. Et pour l'éviter, j'aurais dû prudemment battre en retraite, mais perdant toute retenue, je lançai ma plaque et mon crayon par terre, clamant que j'irais voir le délégué. Je n'avais plus peur, les regards des autres ne me gênaient plus. Bernier se tourna vers Arezki.

— Qu'est-ce que tu fais là, toi ? Tu lui as bien monté la tête, hein ? C'est toi qui la pousse ?

Je n'entendis pas la réponse d'Arezki. Il soutint après qu'il avait seulement dit « fous-moi la paix ». Mais je vis qu'il bousculait Bernier qui lui barrait le passage. Bernier se raccrocha au col de sa chemise, et Arezki, pour se dégager, le poussa contre la voiture qui arrivait. Bernier n'eut pas de mal, mais il vacilla et se retrouva assis sur la chaîne.

— Tu seras fichu à la porte.

Il se releva, aidé par Daubat, qui, mystérieusement prévenu, se trouvait là, et partit vers le bureau vitré du chef d'atelier.

à suivre

COMMERCE : OPÉRATION RIDEAUX BAISSÉS

● Une partie des magasins d'alimentation seront fermés mercredi après-midi à l'appel de la Confédération générale de l'alimentation. Cette organisation veut ainsi protester contre les dernières mesures de Barre pour enrayer la hausse des prix. Depuis lundi, les boulangers et les pâtisseries cessent de fabriquer des croissants au beurre et des pains au chocolat. Bouchers, restaurateurs, poissonniers ont déjà arrêté ou envisagent de prendre des dispositions pour boycotter les mesures Barre.

A l'origine de la colère des petits commerçants, il y a les mesures annoncées jeudi dernier par Barre :

— baisse de 5% du prix du poulet

— marges commerciales limitées pour la viande de veau, les poissons, coquillages et crustacés.

— prix plafonds sur les eaux minérales et les vins d'appellation contrôlée servis dans les restaurants et dans les débits de boisson

— blocage des prix de la pâtisserie fraîche, taxation en valeur absolue de plusieurs produits : croissant ordinaire à 1 franc, pain au chocolat et pain au raisin à 1,30 F, croissant au beurre à 1,20 F.

Enfin, la Confédération générale de l'alimentation appelle à la fermeture des commerces mercredi après-midi, cependant que le CID-UNATI de Nicoud qui juge cette grève inefficace ne s'y associe pas.

LES APPELS DE CHIRAC

Chirac profite de l'occasion pour tenter de gagner les faveurs des petits commerçants. Au cours d'une réunion organisée par la confédération des PME, il a pris sur deux points le contre-pied de Barre. D'une part, il a critiqué les limitations de marges : « Sans réforme d'ensemble, toute mesure se limitant à

ralentir le rythme d'élimination des petits commerçants (loi Royer par exemple), il est indéniable que la tendance ne saurait être renversée. Le développement de la crise et les restructurations qu'elle engendre, dans le commerce comme ailleurs, place le gouvernement au pied du mur : comment concilier l'alliance politique qu'il entend nouer avec ces couches, avec leur laminage rendu plus que jamais nécessaire et urgente.

D'un autre côté nombre de petits commerçants ne croient voir d'issue à leur difficulté, que dans un retour en arrière, à la période du capitalisme de libre concurrence où le commerce pourrait s'épanouir sans monopole. Ils en viennent de ce fait à plaider leur totale indépendance, et à se dresser, au nom de cela, contre le combat du prolétariat qui réclame, entre autre la socialisation progressive des moyens de distribution.

Une assemblée générale de petits commerçants à Rungis en 73.



LES COMMERÇANTS BOUC ÉMISSAIRE

En annonçant ces mesures, Barre rejetait la responsabilité de la poursuite de l'inflation sur les petits commerçants et les accusait de fait d'avoir saboté son plan. En même temps il désignait un bouc émissaire à la colère des travailleurs excédés par la hausse des prix et se posait en défenseur du « panier de la ménagère ». Aujourd'hui il joue la fermeté pour apparaître comme un rempart inflexible face à la montée des prix.

Les commerçants refusent d'endosser la responsabilité de la hausse des prix et de restreindre leurs marges, leurs organisations ont annoncé une série de ripostes et de contre-mesures.

— les boulangers et les pâtisseries ne vendront plus les produits taxés, sauf le croissant ordinaire, ce mot d'ordre semble assez largement suivi.

— les bouchers ont décidé de ne plus acheter de veau ni de poulet de chair jusqu'au 20 décembre.

Les restaurateurs ne proposeront plus de vin de moins de trois ans d'âge.

la taxation de prix apparaît comme inefficace, inutile et vexatoire». D'autre part, il a porté la contradiction sur la question des grandes surfaces dont Barre veut favoriser l'implantation : « Il n'est pas question, a affirmé le chef du RPR, pour ce qui nous concerne d'accepter une quelconque remise en cause de la loi Royer. Il n'est pas question en tant que maire de Paris que j'autorise l'ouverture d'une grande surface ». Les petits commerçants touchés par les mesures gouvernementales sont donc invités à se rassembler derrière le drapeau du RPR qui n'a pourtant pas manqué lorsque ses membres étaient à la tête du gouvernement de prendre des mesures du même type que celles de Barre.

UN DOUBLE ASPECT

En fait cette révolte des petits commerçants revêt un double aspect. D'un côté, cette forme de distribution très parcellaire est elle-même condamnée par le développement du capitalisme. Même si pour des raisons essentiellement politiques, les gouvernements capitalistes en viennent à

Une telle attitude pousse ceux qui l'adoptent, à se faire dans la pratique l'instrument de la droite la plus réactionnaire dans son combat contre les travailleurs. Cela Chirac l'a compris, l'encouragement et espère pouvoir en tirer profit, non seulement électoralement, mais aussi dans des buts provocateurs après 78 contre le mouvement des masses.

Face à cela l'attitude des communistes doit être d'une part de dénoncer la politique du bouc-émissaire appliquée par Barre, qui cherche, à moindre prix, à justifier son plan d'austérité et les échecs patents de sa politique économique ; d'autre part d'expliquer aux petits commerçants, chez lesquels inévitablement un clivage se produira, qu'ils ne sauraient être sauvés à terme en servant d'instrument aux visées réactionnaires chiraquiennes ou autres ; et qu'ils n'ont d'autre intérêt que d'accepter la transformation progressive des moyens de distribution qu'entreprendra le peuple après la révolution, en ménageant de bonnes conditions de vie et de travail aux couches commerçantes qui l'aurait soutenu dans sa lutte contre la bourgeoisie.

PARAS FRANÇAIS HORS DE MAURITANIE !

La mission de Chayet, l'envoyé français auprès du Polisario, est interrompue. Rentré à Paris lundi il doit consulter Giscard. À Brest où il parlait de la marine, Giscard n'a pas fait l'intervention attendue sur sa politique au Sahara ; il s'est borné à dramatiser le problème des disparus du 1^{er} mai en disant qu'ils étaient vivants tandis que l'AFP diffusait massivement leurs portraits. « La France va poursuivre ses efforts pour la libération des otages » a-t-il ajouté. Dans les faits c'est la poursuite de la politique d'intervention plus directe, dont on voit qu'elle se met en place sur le terrain.

L'ENGRENAGE DE L'INTERVENTION

De Mauritanie, on apprenait que c'est Journiac lui-même, le conseiller particulier de Giscard aux affaires africaines qui s'était rendu ce week-end dernier à Nouakchott pour y rencontrer Ould Daddah. Si la teneur des entretiens est restée secrète, on assistait lundi à l'arrivée des premiers parachutistes à Zouérate, venant prendre la relève des soldats marocains et engageant plus avant l'impérialisme fran-

çais dans la guerre. Ainsi se met en place un engrenage : sous prétexte de protéger ses ressortissants Giscard envoie des soldats qui seront nécessairement engagés dans des combats, d'autres devront venir les renforcer car il est peu probable que la présence de quelques soldats vienne bouleverser les données d'une situation qui s'est modifiée en faveur du Front au cours des deux dernières années.

Se sentant fort de l'appui de Giscard, Hassan agit une fois encore la menace d'une intervention marocaine contre Tindouf. Ce qui signifierait la guerre, et une guerre dans laquelle serait impliquée à un haut degré la France. L'escalade verbale de Hassan rencontre cette limite qu'une nouvelle guerre contre l'Algérie qu'il n'a pas osé entreprendre jusqu'à présent, lui coûterait cher, et ne serait pas forcément avantageuse à terme pour la politique de l'impérialisme français.

LA TENSION ALGÉRO-MAROCAINE

Au Maroc même, les positions du roi mobilisent tous les partis traditionnels, y compris le minis-

cule parti révisionniste qui n'est pas le moins chauvin. Il affirme qu'il n'y a aucun peuple sahraoui que le « problème de l'auto-détermination ne se pose pas » et dit généreusement : « Je puis assurer que le Maroc est prêt à discuter de toutes les questions, sauf bien entendu de notre souveraineté sur le territoire saharien ».

En Algérie, une importante manifestation de masse s'est déroulée dans plusieurs villes protestant notamment contre le droit de poursuite invoqué par Hassan, proclamant son soutien au peuple sahraoui dénonçant la politique de l'impérialisme français. Certains observateurs rapportent que des effigies de Giscard et Hassan auraient été brûlées. Pour sa part le conseil des ministres algérien a publié un communiqué lundi soir dans lequel il met en garde contre toute tentative qui aurait pour objet de porter atteinte à la souveraineté nationale et à l'intégrité territoriale de l'Algérie. Toute violation de la frontière algérienne aura des conséquences très graves pour la paix et la sécurité dans la région.

Dans son discours à Brest, Giscard souligne le prétendu isolement du Front Polisario en affirmant « Cette organisation n'est reconnue que par un pays arabe l'Algérie et un seul pays socialiste, la Corée du Nord. Elle est reconnue également par 11 États africains sur 49 ». Giscard commet là une inexactitude : il confond intentionnellement la reconnaissance de la RASD (République arabe sahraouie démocratique) avec la reconnaissance du Front Polisario.

Le Front Polisario en ce qui le concerne entretient des relations avec tous les mouvements de libération existant en Afrique et dans le monde arabe. D'autre part de nombreux pays, tout en n'ayant pas reconnu l'Etat sahraoui entretiennent des relations suivies avec le Front c'est le cas du Mali, du Niger, du Togo, de quasiment tous les pays d'Afrique noire à l'exception du Gabon, de la Côte d'Ivoire, du Sénégal et bien entendu du Zaïre, qui partagent les vues du roi du Maroc.

En ce qui concerne la République elle-même, il convient de souligner que son existence est largement appuyée en Espagne non seulement par le peuple, mais aussi par l'opposition de la gauche et par une partie de la bourgeoisie libérale qui voit dans l'accord tripartite une trahison et un déshonneur. Enfin, il convient de mentionner que les organismes sahraouis ont été admis dans des instances comme « l'Union de jeunes arabes », comme « la Croix rouge internationale » et ce contre l'avis de la délégation française !

Cette progression lente mais sensible et continue, de la reconnaissance de la justesse du combat du peuple sahraoui au niveau international, est la même qu'ont connu avant le Front Polisario d'autres mouvements de libération nationale, à commencer par le G.P.R.A. (Gouvernement révolutionnaire provisoire algérien).

Les inexactitudes de Giscard

Déclaration sahraouie

« L'intervention française, une aventure sans espoir »

Mohammed el Mamy, membre du Conseil national sahraoui, instance de la République arabe sahraouie, écrit dans *Le Matin* :

« La France est une grande nation, mais ce n'est pas lui faire injure que de dire qu'elle n'est pas une super-puissance. Or bien des exemples récents, le Vietnam en particulier, ont prouvé que même la super-puissance n'est pas la toute-puissance. De plus, Entebbe n'est pas Mogadiscio et le Sahara n'est pas le Shabaa.

Les Français seraient sans doute de nouveau des combattants redoutables s'il s'agissait de libérer la France. Mais s'ils veulent aller se frotter aux Sahraouis, cela voudrait dire pour eux s'engager dans une guerre coloniale longue et ruineuse où ils laisseraient beaucoup de leurs plus valeureux enfants avec de très minces chances de succès. (...)

Nous espérons que le peuple français, mieux éclairé, ne tardera pas lui aussi à réagir contre cette nouvelle aventure coloniale entreprise en son nom.